

● PROJETS MINIRS
STRUCTURANTS

**Réunion
de coordination
pour accélérer
la réalisation**

(P3)

LE MAGHREB

Le Quotidien de l'Économie

● APRÈS 20 JOURS DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Mission accomplie pour la Protection civile et l'ANP

(P3)

INDUSTRIALISATION, NUMÉRISATION ET DIVERSIFICATION

Le Président Tebboune annonce une nouvelle étape de développement

Lors de son entrevue
périodique avec
les représentants
des médias nationaux,
diffusée lundi soir sur
les chaînes de télévision
et de radio, le président
de la République
Abdelmadjid Tebboune
a dressé le bilan des
réformes et tracé les
grandes lignes d'une
nouvelle étape du
développement
national.
Un rendez-vous
attendu, au cours
duquel le chef de l'État
a multiplié les
clarifications et les
indications
économiques destinées
à la fois à l'opinion
publique, aux
opérateurs nationaux
et aux partenaires
étrangers.

(Lire en Pages 4 et 5)

● La place grandissante de l'Algérie sur la scène internationale

● L'impératif de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE)



● KHATRI ADOUH KHATRI :

**«L'Algérie œuvre
constamment à maintenir
vivante dans les mémoires
la cause du peuple sahraoui»**

(P7)

● PALESTINE OCCUPÉE

**L'occupation démolit
des installations
et une maison
en Cisjordanie**

(P12)

Pakistan : le bilan des pluies et des crues éclairs s'élève à 110 morts



Le bilan des victimes décédées en raison des pluies, des crues éclairs et des glissements de terrain à travers le Pakistan s'élève désormais à 110 morts durant la saison des moussons en cours, a annoncé mardi l'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA) du pays. Lors d'une réunion d'information accordée au Premier ministre Shehbaz Sharif à Islamabad, la capitale, la NDMA a indiqué que quelque 360 personnes ont été blessées dans des incidents provoqués par les intempéries à travers le pays depuis le 26 juin, tandis que près de 800 maisons ont été endommagées.

La majorité des décès ont été enregistrés dans la province de Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du pays, suivie par la province du Pendjab, dans le nord-est.

La NDMA a averti que plusieurs régions du pays pourraient être confrontées à des crues éclair et à des vidanges brutales de lacs glaciaires au cours du mois à venir en raison de la fonte rapide des glaciers dans les zones septentrionales.

Shehbaz Sharif a ordonné aux autorités de mobiliser « toutes les ressources disponibles », y compris les systèmes d'alerte précoce, afin d'atténuer l'impact des pluies et des inondations.

Le Pakistan connaît chaque année de fortes pluies de mousson, généralement de la fin juin à septembre, qui déclenchent souvent des inondations généralisées et d'importants dégâts matériels.

Les services météorologiques prévoient une nouvelle vague de fortes pluies sur le nord et le sud du Pakistan au cours des deux prochains jours.

Ouganda : le gouvernement déclare officiellement la fin de l'épidémie d'Ebola



L'Ouganda est « officiellement exempt d'Ebola », a annoncé le ministre de la Santé, Chris Baryomunsi, dans une déclaration relayée par le ministère ougandais de la Santé sur le réseau social américain X. Cette annonce intervient après la sortie du dernier patient ougandais hospitalisé, le

16 juin 2026, et la fin du suivi sanitaire des personnes contacts.

Selon le ministère, cette déclaration repose sur les résultats de l'enquête épidémiologique menée durant l'épidémie de 2026. Les autorités indiquent que le foyer est issu d'un cas importé entièrement documenté, dont la source de l'infection et le mode d'introduction ont été établis.

Le ministère de la Santé affirme que l'ensemble des cas confirmés étaient épidémiologiquement liés, que les chaînes de transmission ont été « entièrement caractérisées et reconstituées » et que toutes les personnes identifiées comme contacts ont été placées en quarantaine institutionnelle.

Selon les autorités, ces contacts ont achevé la période obligatoire de 21 jours de suivi sans qu'aucune nouvelle transmission ne soit détectée.

Le ministère précise que la surveillance renforcée mise en place à l'échelle nationale n'a révélé aucune transmission communautaire inexpliquée depuis la fin du suivi des contacts.

Les autorités estiment que ces éléments distinguent cette flambée des précédentes épidémies d'Ebola, qui avaient conduit à l'adoption de la règle des 42 jours avant de pouvoir déclarer officiellement la fin d'une épidémie.

Dans son communiqué, le ministre de la Santé souligne que l'identification rapide du cas importé, le traçage des contacts et les mesures de quarantaine ont permis d'interrompre la propagation du virus.

Le gouvernement indique que les activités de surveillance sanitaire se poursuivront afin de détecter rapidement toute éventuelle réapparition de la maladie.

Bien que l'Ouganda soit désormais officiellement déclaré exempt d'Ebola, les autorités sanitaires indiquent maintenir un dispositif de surveillance renforcée afin de prévenir tout nouveau cas importé.

L'ONU lance une campagne mondiale relative au statut des réfugiés

A l'occasion du 75e anniversaire de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, l'Agence des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a lancé mardi une campagne mondiale réunissant 75 personnalités afin de réaffirmer le soutien aux réfugiés et au droit de demander l'asile.

Baptisée « The Promise » (« La Promesse »), l'initiative vise à constituer une large coalition en faveur de la protection des réfugiés, en amont du Forum mondial sur les réfugiés qui se tiendra en 2027, a indiqué le HCR dans un communiqué.

Parmi les premiers signataires figurent notamment les acteurs et réalisateurs Cate Blanchett, Angelina Jolie et Ben Stiller, la championne olympique et présidente du Comité international olympique (CIO), Kirsty Coventry, ainsi que les lauréats du prix Nobel de la paix Malala Yousafzai, Nadia Murad, Denis Mukwege et Ellen Johnson Sirleaf.

Des dirigeants d'entreprise, des responsables religieux et des défenseurs de la cause des réfugiés participent également à l'initiative.

« La Convention relative au statut des réfugiés a sauvé des millions de vies au fil des décennies ; elle est au cœur de notre humanité commune », a déclaré Barham Salih, Haut-Commissaire des Nations unies pour les réfugiés.

« Il y a 75 ans, le monde a pris l'engagement de protéger les personnes contraintes de fuir. Notre responsabilité est désormais de maintenir cette promesse vivante, pour toutes les générations à venir », a-t-il ajouté. Plus de 41 millions de réfugiés restent actuellement déplacés de force à travers le monde, tandis que les pays d'accueil assument une responsabilité considérable et que les systèmes d'asile sont de plus en plus sollicités dans de nombreux pays, a précisé l'agence.

La campagne appelle à renforcer la coopération internationale afin de garantir aux réfugiés la possibilité de trouver refuge, de reconstruire leur vie et d'accéder à des solutions durables. Elle encourage également les gouvernements, les entreprises, la société civile et les communautés locales à jouer un rôle accru dans la protection des réfugiés.



Une délégation militaire sud-africaine arrive à Moscou pour renforcer la coopération



Une délégation militaire sud-africaine est arrivée mardi à Moscou pour une visite officielle, selon le ministère russe de la Défense.

Lors de discussions de haut niveau au Commandement général, les représentants des deux nations ont évoqué des projets conjoints visant à renforcer la préparation au combat et sont convenus d'approfondir la coopération entre leurs forces terrestres, a indiqué le ministère sur Telegram.

Il a précisé que la visite avait débuté par une cérémonie de dépôt de gerbe sur la tombe du Soldat inconnu dans le jardin Alexandre, un monument à la mémoire de ceux qui ont perdu la vie durant la Première Guerre mondiale.

La délégation sud-africaine doit également visiter des entreprises du secteur de la défense russe ainsi que plusieurs établissements d'enseignement militaire dans le cadre de son programme.

L'Italie nomme Mancini à la tête de la sélection nationale pour un second mandat

Roberto Mancini va faire son retour à la tête de l'équipe nationale de football d'Italie pour un second mandat, a annoncé mardi le président de la Fédération italienne de football (FIGC), Giovanni Malagò, lors d'une réunion du conseil de la fédération, selon l'agence ANSA. Mancini, actuellement libre de tout contrat après un passage au club qatari d'Al-Sadd, prendra la relève au milieu d'un climat de crise au sein de la fédération, consécutif à l'échec de la nomination attendue d'Andrea Pirlo, selon l'agence de presse italienne.

L'ancien attaquant de la Sampdoria et de la Lazio a également entraîné le club turc de Galatasaray durant la saison 2013-2014 avant de revenir à la gestion de sélections nationales.

Mancini avait précédemment mené l'Italie au titre à l'UEFA Euro 2020, mais il avait aussi supervisé la non-qualification de l'équipe pour la Coupe du monde de la FIFA 2022, avant de quitter la sélection en 2023 pour prendre les rênes de l'Arabie saoudite.

Pirlo, membre de l'équipe d'Italie championne du monde en 2006, était devenu le candidat favori après le refus de l'entraîneur de Manchester City, Pep Guardiola, la semaine dernière.

Cependant, sa nomination aurait été bloquée à la suite d'une controverse liée à son partenariat publicitaire avec la société de paris russe Fonbet, ce qui a déclenché une crise au sein de la fédération.

Le directeur technique de la FIGC, Paolo Maldini, et le conseiller Leonardo ont démissionné moins de trois semaines après avoir pris leurs fonctions en raison de cette décision, selon l'ANSA. Le rapport ajoute que l'ancien entraîneur de Leicester City et de l'AS Roma, Claudio Ranieri, devrait devenir le nouveau directeur technique de la fédération.



APRÈS 20 JOURS DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORÊT

Mission accomplie pour la Protection civile et l'ANP

La Direction générale de la Protection civile a annoncé, hier, l'extinction de tous les incendies qui se sont déclarés à l'échelle nationale depuis le 8 juillet 2026, soit un total de 1 968 feux.

Très tôt dans la journée, la Protection civile avait fait état de l'extinction de 42 incendies sur les 43 enregistrés durant les 24 dernières heures (jusqu'à mardi 28 juillet à 7h du matin). Finalement, les éléments de la Protection civile ont maîtrisé le dernier feu qui était toujours actif à Skikda. En effet, le communiqué de la direction de la Protection civile a annoncé, officiellement, que « Depuis les premières heures de ce matin (hier, ndlr), et grâce à des efforts continus et ininterrompus sur le terrain, tous les

incendies qui se sont déclarés depuis le 8 juillet 2026, soit un total de 1 968 feux, ont été éteints. Parmi ceux-ci, on compte 667 feux de forêt, de broussailles et de végétation basse, et 1 301 feux qui ont touché des cultures agricoles, des arbres fruitiers et des palmiers.

Il y a lieu de faire remarquer que ces incendies ont coïncidé avec la vague de chaleur qui a affecté plusieurs wilayas du pays. En dépit de l'extinction de ces feux de forêt, les unités de la Protection civile ont affirmé qu'elles resteraient en alerte constante et prêtes à intervenir pour éteindre tout incendie qui pourrait se rallumer, en collaboration avec le Service de lutte contre les incendies de forêt, notamment les unités opérationnelles, les colonnes mobiles, les détachements de soutien régionaux, les moyens aériens et divers autres secteurs, afin de protéger les vies, les biens et les ressources forestières.

De plus, la direction générale de la Protection civile a également exprimé sa sincère gratitude à tous ceux qui ont contribué à l'extinction de ces incendies, notamment les organisations, les

institutions et tous les citoyens qui ont fait preuve de solidarité, ainsi qu'aux différentes institutions et instances étatiques et aux médias qui ont couvert les événements dès leur apparition.

LANCEMENT DE L'OPÉRATION D'INDEMNISATION DES SINISTRÉS

Par ailleurs, il est très important de rappeler que le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a annoncé, dans un communiqué, le lancement de l'opération d'indemnisation de l'ensemble des sinistrés des incendies survenus dans plusieurs wilayas du pays, tout en précisant que l'opération devait être achevée au plus tard à la fin du mois d'août prochain.

"Dans le cadre de la prise en charge des dommages causés par les incendies ayant touché plusieurs wilayas du pays depuis le début du mois de juillet 2026, et sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, portant recensement et indemnisation de l'ensemble des sinistrés des incendies, le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports informe les



citoyennes et les citoyens que les autorités compétentes procéderont à l'indemnisation des sinistrés, aussi bien pour les pertes matérielles ayant affecté les bâtisses et les habitations que

pour celles liées aux récoltes agricoles et au cheptel, l'opération devant être achevée au plus tard à la fin du mois d'août 2026", a précisé la même source.

Saïd Ben

LA CONJONCTURE

Par R. N.

Renforcer la compétitivité de la destination touristique algérienne

Houria Meddahi a présidé, une réunion de coordination consacrée à l'évaluation du foncier destiné à l'investissement touristique. Lors de cette réunion, tenue en présence de cadres de l'administration centrale et de l'Agence nationale du foncier touristique (ANFT), la ministre a mis en exergue l'intérêt majeur accordé par les hautes autorités du pays à « l'accélération du rythme de mobilisation du foncier économique et sa mise à la disposition effective des porteurs de projets d'investissement », indiquait, hier, un communiqué du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

Meddahi a, dans ce sens, mis en avant que « le développement du tourisme en Algérie, notamment le tourisme interne et le tourisme saharien, repose essentiellement sur la disponibilité du foncier touristique et la facilitation de l'investissement dans ce domaine, tout en s'orientant vers la réalisation de projets touristiques contribuant à la création d'une compétitivité des prix et au renforcement de l'investissement à travers l'accompagnement de la numérisation ». A cette occasion, la ministre a rappelé les missions de l'ANFT, en tant qu'établissement public chargé de transformer les potentialités naturelles en projets concrets et réussis et ce, à travers la mise à disposition du foncier touristique sur la plateforme numérique de l'investisseur, en coordination avec l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI). Au cours de cette réunion, un exposé a été présenté concernant le foncier touristique, l'ANFT ayant identifié « 240 assiettes foncières destinées à accueillir des projets d'investissement. Ces assiettes ont été mises à la disposition de l'AAPI, réparties à travers 30 zones et sites touristiques situés dans 19 wilayas, comprenant des terrains à vocation balnéaire, thermique, montagneuse, climatique et saharienne ».

Ensuite, Mme Meddahi a donné des instructions à l'effet d'« accélérer l'achèvement de l'inventaire et la mise à jour de la situation du foncier touristique, ainsi que la finalisation des travaux d'aménagement et de raccordement des zones d'expansion touristique aux différents réseaux nécessaires, outre l'élaboration de la carte nationale des projets d'investissement, tout en encourageant les formules d'investissement ne nécessitant pas de grandes superficies ni d'aménagements complexes ».

Meddahi a insisté, en outre, sur la nécessité d'« examiner avec précision la situation juridique et technique des différentes assiettes foncières et d'établir une liste des projets prioritaires requérant un aménagement, en vue de leur inscription dans le cadre du projet de loi de finances pour l'année 2027 ».

A l'issue de la réunion, la ministre a réitéré la nécessité d'« orienter ces assiettes foncières vers l'accueil de projets d'investissement créateurs de valeur ajoutée, contribuant à la diversification de l'économie locale et à la création d'emplois, tout en renforçant la compétitivité de la destination touristique algérienne », selon la même source.

R.N.

PROJETS MINIERS STRUCTURANTS

Réunion de coordination pour accélérer la réalisation

Une réunion de coordination consacrée au suivi des projets miniers structurants et des projets d'accompagnement s'est tenue hier au siège du ministère des Hydrocarbures. Présidée par le secrétaire général du ministère, Medjelled Miloud, et en présence des secrétaires généraux des ministères de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, des Mines et des Industries minières et de l'Hydraulique, cette rencontre s'inscrit dans le cadre des orientations du président Abdelmadjid Tebboune.

L'objectif : accélérer le rythme de réalisation des projets stratégiques et renforcer la souveraineté industrielle. Les discussions ont porté sur la mine de fer de Gara Djebilet, le projet de phosphate intégré, ainsi que sur les infrastructures hydrauliques, ferroviaires et logistiques nécessaires. Cette rencontre de coordination entre les ministères des Hydrocarbures, de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, des Mines et des Industries minières, et de l'Hydraulique s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visant à accélérer le rythme de réalisation des projets miniers stratégiques et à renforcer la souveraineté industrielle du pays.

L'objectif est de garantir la fluidité de l'acheminement des pro-

duits miniers entre les sites d'exploitation, de traitement et de transformation industrielle et les ports d'exportation, précise un communiqué du ministère. Au cours de cette réunion, il a également été procédé à l'examen des mesures prises pour répondre aux besoins de l'unité de traitement primaire du minerai de fer à Gara Djebilet, du projet de production de concentré de fer dans la région de Toumiat (Béchar) et des complexes de traitement, de transformation et de valorisation du phosphate à Bled El Hadba (Tébessa) et Oued Kebrit (Souk Ahras). Dans ce cadre, l'accent a été mis sur la nécessité de poursuivre le renforcement des capacités d'approvisionnement en eau, en adéquation avec les différentes phases de mise en service de ces installations industrielles, ajoute la même source. La réunion a, en outre, permis de passer en revue l'état d'avancement des projets de transport minier, notamment les programmes de renforcement des capacités de chargement et de transport des minerais de fer et de phosphate, afin d'accompagner la mise en exploitation des lignes ferroviaires, la hausse progressive de la production et d'assurer l'acheminement des matières premières et des produits transformés vers les unités industrielles nationales et les ports d'exportation, dans le cadre de la mise en place d'une chaîne de valeur minière et industrielle intégrée. Les secré-

taires généraux affirment que « la phase actuelle exige un renforcement de la coordination sur le terrain entre les différents secteurs et organismes concernés, ainsi que le traitement rapide de l'ensemble des préoccupations techniques et administratives, de manière à garantir le respect du calendrier fixé pour l'entrée en exploitation des projets, conformément aux instructions du président de la République visant à valoriser les ressources minières nationales, à renforcer l'intégration industrielle et à accroître la contribution du secteur minier à la diversification de l'économie nationale ». Au terme de cette réunion de coordination, il a été convenu de mettre en place un mécanisme de suivi périodique auprès des secrétaires généraux des secteurs concernés, en vue d'évaluer l'état d'avancement des travaux, d'assurer une coordination permanente entre les différents intervenants et de prendre les mesures nécessaires pour accélérer la réalisation des infrastructures et des structures d'accompagnement, jusqu'à la mise en service de l'ensemble des projets dans les délais impartis, en vue de renforcer la position de l'Algérie en tant que pôle industriel et minier régional et de consolider les fondements de la sécurité industrielle et de la souveraineté économique nationale, conclut le communiqué du ministère.

Hamza B.

INDUSTRIALISATION, NUMÉRISATION ET DIVERSIFICATION

Le Président Tebboune annonce une nouvelle étape de développement

Lors de son entrevue périodique avec les représentants des médias nationaux, diffusée lundi soir sur les chaînes de télévision et de radio, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a dressé le bilan de réformes et tracé les grandes lignes d'une nouvelle étape du développement national. Un rendez-vous attendu, au cours duquel le chef de l'État a multiplié les clarifications et les indications économiques destinées à la fois à l'opinion publique, aux opérateurs nationaux et aux partenaires étrangers.

Des relations renouvelées avec l'Europe au transfert de technologies, de l'industrialisation à la numérisation, des grands chantiers d'infrastructures à la diversification des exportations, le président a livré une vision cohérente et résolument tournée vers l'avenir. Un message fort pour souligner la place grandissante de l'Algérie sur la scène économique internationale et pour rassurer sur la capacité du pays à engager des transformations structurelles. Sur le front extérieur, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que l'Algérie est désormais perçue comme un « partenaire crédible et incontournable » par ses interlocuteurs européens. Revenant sur ses récentes visites officielles, notamment en Allemagne, il a estimé que la qualité des relations avec l'Europe a profondément évolué et qu'elle doit désormais se traduire par des projets concrets de transfert de technologie et d'investissement. Sur le plan intérieur, le président a mis l'accent sur les leviers de la modernisation. La numérisation de l'administration avec l'objectif du "zéro papier", la généralisation du guichet unique pour l'investissement, la réforme du secteur bancaire et la sortie de l'Algérie de la liste grise du GAFI figurent parmi les signaux envoyés aux investisseurs. Dans le domaine des infrastructures, il a annoncé que « le train devrait siffler à Tamanrasset d'ici la fin de l'année 2028 », avant une future connexion vers le Niger. Un projet qui, selon lui, « modifiera profondément la géographie économique du pays » et renforcera son rôle de plateforme régionale vers l'Afrique. Sur la diversification, le chef de l'État a confirmé des exportations hors hydrocarbures estimées cette année entre 5 et 7 milliards de dollars, en attendant l'objectif des 30 milliards fixé à l'horizon 2029-2030. Une stratégie présentée comme « une sécu-

rité pour le pays en cas de chute des prix des hydrocarbures ».

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SALUE LE NIVEAU DE CONSCIENCE DES CITOYENS ALGÉRIENS FACE AUX DÉFIS

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a salué le niveau de conscience des citoyens algériens dans la manière d'aborder les différents défis, se disant "très optimiste" pour l'avenir du pays.

Le président de la République s'est dit "très optimiste" pour l'avenir de l'Algérie qui est "sur la bonne voie", saluant le haut niveau de conscience constaté chez les Algériens qui saisissent l'ampleur du "complot" auquel notre pays fait face.

"L'Algérie ne se soumet ni aux pressions ni aux menaces. Elle ne s'achète pas et elle ne se vend pas", a-t-il martelé.

Il a également salué l'élan de solidarité nationale manifesté par les Algériens face aux feux de forêt ayant touché certaines wilayas du pays, réaffirmant la mobilisation totale de l'État pour protéger les citoyens et leurs biens, tout en rendant un hommage appuyé à la jeunesse algérienne dont "le patriotisme aigu et l'esprit de volontariat étonnent de plus en plus le monde".

Dans le même sillage, le président de la République a ordonné une enquête "très approfondie" aux services de sécurité, afin de déterminer les responsabilités à tous les niveaux dans le tragique incendie de l'établissement de l'enfance assistée de Mohammadia à Alger.

LANCER UN DIALOGUE AVEC LES PARTIS POLITIQUES LORS DE LA PROCHAINE RENTRÉE SOCIALE

Sur le plan politique, le président de la République a réitéré son engagement à lancer un dialogue avec les partis politiques remplissant les conditions légales prévues par la loi sur les partis politiques, et ce, lors de la prochaine rentrée sociale.

Il a aussi réitéré son engagement à associer étroitement les compétences nationales établies à l'étranger au développement du pays, soulignant que cette élite constitue un levier essentiel pour faire basculer l'Algérie vers une nouvelle ère de progrès scientifique et industriel.

A une question sur la composante du prochain gouvernement, le président de la République a fait savoir que celui-ci sera désigné conformément à ce que prévoit la Constitution en cas de majorité présidentielle au Parlement.

LA PROCHAINE ÉQUIPE GOUVERNEMENTALE DOIT ALLIER COMPÉTENCE, PRAGMATISME ET ÊTRE À L'ÉCOUTE DU CITOYEN ET DE SES PRÉOCCUPATIONS

Il a, à cet égard, souligné "l'importance pour l'équipe gouvernementale d'allier compétence et



pragmatisme dans la gestion, tout en étant proche des citoyens et à l'écoute de leurs préoccupations". Sur le plan social, le président de la République a réaffirmé son engagement à poursuivre, à partir de 2027, la revalorisation des salaires, des pensions de retraite et du Salaire national minimum garanti (SNMG), soulignant que ces mesures seront mises en œuvre de manière progressive afin de préserver les équilibres économiques et de maîtriser l'inflation. Evoquant le dossier économique, le président de la République s'est félicité de l'essor qu'a connu le secteur agricole en général, dont les produits sont désormais très prisés à l'étranger, mettant en avant le développement de la filière du blé dur, où l'autosuffisance devrait être atteinte au cours de l'actuelle saison agricole.

Le train devrait siffler à Tamanrasset d'ici la fin 2028

Le président a également évoqué les grands projets ferroviaires en cours. Selon lui, le développement du réseau de chemin de fer constitue un levier stratégique pour transformer durablement les échanges commerciaux. Il a annoncé que «le train devrait siffler à Tamanrasset d'ici la fin de l'année 2028», ouvrant ensuite la voie à une connexion avec le Niger.

«Ces infrastructures modifieront profondément la géographie économique du pays et renforceront son rôle de plateforme régionale vers l'Afrique», a-t-il indiqué. Sur un autre volet, Abdelmadjid Tebboune a présenté la numérisation comme un chantier majeur de modernisation de l'administration. L'objectif consiste selon lui, à «généraliser le « zéro papier », garantir une transparence totale des procédures et limiter l'intervention humaine, source de lenteurs et de pratiques bureaucratiques».

Il a également salué les premiers résultats du guichet unique destiné à l'investissement, tout en appelant certaines banques publiques à accélérer leur transformation. Le président a confirmé que les réformes du secteur bancaire se poursuivent, allant jusqu'à l'ouverture du

capital de certaines banques publiques. Il s'est par ailleurs félicité de la sortie de l'Algérie de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI), estimant que cette décision renforcera considérablement l'attractivité du pays auprès des investisseurs étrangers et améliorera son image sur les marchés internationaux.

LES EXPORTATIONS HORS HYDROCARBURES «ESTIMÉES CETTE ANNÉE ENTRE 5 ET 7 MILLIARDS»

Le président de la République a rappelé les avancées enregistrées dans plusieurs secteurs industriels. «L'Algérie produit désormais localement une large gamme de biens, notamment dans l'électroménager, les équipements électriques ou encore les fibres de verre », a-t-il affirmé.

Dans le secteur énergétique, il a indiqué que le pays n'importe plus de carburants depuis plusieurs années et ambitionne désormais d'en « exporter grâce à la future raffinerie de Hassi Messaoud ». Concernant les exportations hors hydrocarbures, Abdelmadjid Tebboune a rappelé l'objectif fixé par le Conseil du nouveau économique algérien (CREA), qui vise 30 milliards de dollars d'exportations à l'horizon 2029-2030. « En attendant, il faut construire », a-t-il fait rappeler. « Nous sommes arrivés à 7 milliards de dollars d'exportations sur une certaine année et nous tournons cette année, entre 5 et 7 milliards, malgré la sous-facturation de certains exportateurs », a-t-il annoncé. Pour le chef de l'État, cette exportation est « une sécurité pour le pays en cas de chute des prix des hydrocarbures ».

UNE AUTOSUFFISANCE EN MATIÈRE DE PRODUCTION DE CARBURANTS ESSENCE ET KÉROSÈNE

Il a en outre rappelé que le secteur du raffinage pétrolier est parvenu, en 2022, à atteindre l'autosuffisance en matière de production de carburants

(essence et kérosène), tout en entamant l'exportation. Le secteur industriel s'oriente lui aussi vers la réalisation de l'autosuffisance dans plusieurs filières, notamment celles des appareils électroménagers et des équipements électriques, avec d'importantes capacités d'exportation. Abordant les mégas projets économiques structurants, le président de la République a souligné l'importance du projet de la ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, dont la réception est prévue en 2028. S'agissant de la stratégie de l'Algérie pour assurer sa sécurité hydrique, le président de la République a évoqué l'accélération du programme de réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer, permettant à l'Algérie de devenir un pays leader à l'échelle mondiale en la matière, avec un taux de couverture de 62 % de la consommation à l'horizon 2029.

LANCEMENT FIN 2027, DU TOURNAGE DU FILM SUR L'EMIR ABDELKADER

Dans le domaine culturel, le président de la République s'est félicité de la récente inauguration officielle de la Chaire Emir Abdelkader au Centre d'études islamiques de l'Université d'Oxford, annonçant, par là même, le lancement, fin 2027, du tournage du film sur l'Emir Abdelkader, tout en mettant en avant la volonté politique de promouvoir le secteur du cinéma. S'agissant de la participation de l'équipe nationale de football à la Coupe du monde 2026, le président de la République a estimé que l'Algérie dispose d'une bonne équipe qu'il convient de soutenir et d'encourager et dont il faut préserver la stabilité, saluant l'accueil chaleureux réservé aux Algériens à Kansas City lors de ce Mondial.

Il a, dans ce contexte, annoncé qu'une invitation sera adressée au gouverneur et au maire du Kansas pour une visite en Algérie, aux côtés d'une centaine de citoyens américains de cette ville pour découvrir la destination touristique nationale.

Hamza B.

LA PLACE GRANDISSANTE DE L'ALGÉRIE SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE

L'impératif de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE)

Le président de la République a, par ailleurs, réitéré l'importance de la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne (UE), notamment avec l'entrée de l'économie algérienne dans une nouvelle phase de diversification de la production.

Interrogé sur la place qu'occupe désormais l'Algérie auprès de ses partenaires européens, Abdelmadjid Tebboune a affirmé que la reconnaissance du poids géopolitique de l'Algérie est même une «certitude» tout en rejetant les discours évoquant un prétendu isolement du pays. «L'Algérie est en train de tracer un avenir radieux», a-t-il affirmé, estimant que les analyses annonçant une marginalisation du pays relevaient davantage du souhait que de la réalité. Le président a insisté sur le caractère apaisé des relations entretenues avec la majorité des États européens. «Nous n'avons que des amis, nous n'avons pas d'ennemis. Nous n'avons même pas d'adversaires dans l'Union européenne», a-t-il déclaré, tout en reconnaissant l'existence de «frictions» avec la France, qu'il a toutefois qualifiée de «pays ami», en raison d'un contexte qu'il juge particulier. Selon lui, les rapports entre Alger et les capitales européennes sont désormais revenus «dans la nature des choses», loin des incompréhensions qui avaient marqué certaines périodes. «Les atouts de l'Algérie sont apparus. Aujourd'hui, tout le monde sait ce qu'est l'Algérie. C'est un pays qui ne laisse personne indifférent», a-t-il souligné.

Abordant le dossier de l'accord d'association avec l'Union européenne, le chef de l'État a réaffirmé la nécessité de le réviser. Il a rappelé que le texte avait été signé en 2005 dans un contexte exceptionnel, au sortir de la décennie noire, lorsque «nous ne produisions rien, nous importions tout». Aujourd'hui, a-t-il expliqué, «nous avons une production nationale forte qui remplace les importations», rendant indispensable une adaptation des règles commerciales, notamment celles liées aux quotas. «Ce n'est pas le bon vouloir d'un pays sur vingt-sept qui va empêcher sa révision. C'est nécessaire», a-t-il martelé.

LES RELATIONS ALGÉRO-ALLEMANDES ONT ATTEINT UN NIVEAU D'EXCELLENCE

Sur le plan diplomatique, le président de la République s'est attardé sur les relations de partenariat algéro-allemandes, estimant qu'elles ont atteint un niveau d'excellence grâce aux projets en cours de lancement dans plusieurs domaines. Le président Tebboune est longuement revenu sur sa récente visite d'État en Allemagne, qu'il considère comme une étape décisive dans les relations bilatérales. Évoquant les liens historiques entre les deux pays, il a rappelé que Berlin avait été «l'un des grands soutiens européens de la guerre de Libération» et qu'après l'indépendance, l'Allemagne «a toujours ouvert son savoir-faire à l'Algérie». «Nous n'avons aucun contentieux avec l'Allemagne. Nous nous entendons très bien avec les Allemands depuis toujours», a-t-il affirmé, avant d'annoncer un changement d'échelle dans la coopération. «Aujourd'hui, avec l'Allemagne, nous allons passer à l'excellence», a-t-il lancé. Cette nouvelle étape repose, selon lui, sur un véritable transfert technologique. «Ce



n'est plus de l'achat-vente. Aujourd'hui, c'est la fabrication en Algérie», a-t-il expliqué. Le chef de l'État a cité plusieurs projets stratégiques : production d'hydrogène vert destinée à l'Allemagne et à l'Autriche, développement de vastes centrales photovoltaïques, coopération dans la mécanique de précision, fabrication locale de moteurs, de boîtes de vitesses et de composants automobiles. «Imaginez l'Algérie qui fabrique son propre moteur. Cela signifie que nous sommes entrés dans la mécanique de précision», a-t-il déclaré, voyant dans cette évolution le point de départ d'une nouvelle industrialisation fondée sur la science, l'innovation et les compétences nationales.

La coopération couvre également le secteur pharmaceutique. «Ils nous accordent quatre molécules très spéciales pour fabriquer des médicaments contre le cancer. Si ce n'était pas un problème de confiance, jamais nous ne les aurions obtenues», a affirmé le président. Pour Abdelmadjid Tebboune, la qualité constitue désormais le principal atout des produits nationaux. «Toute notre production fonctionne selon les normes européennes. Aujourd'hui, le produit algérien est demandé», a-t-il assuré, estimant que la coopération industrielle avec l'Allemagne permettra de renforcer encore davantage la compétitivité des exportations algériennes.

L'ESPAGNE, ENTRE RAISON ET PROXIMITÉ STRATÉGIQUE

Le chef de l'État a également évoqué le réchauffement des relations avec Madrid après les tensions des dernières années. Reprenant une formule déjà utilisée lors de la Foire internationale d'Alger, il a expliqué que le rapprochement avec l'Espagne relevait de la raison et du cœur. «Le malentendu est terminé», a-t-il assuré, annonçant de nouveaux accords énergétiques attendus en octobre, notamment dans le domaine du gaz. Tout en rappelant que l'Algérie «continue de défendre le droit du peuple sahraoui à l'autodétermination», Abdelmadjid Tebboune a indiqué avoir demandé aux autorités espagnoles, comme à leurs homologues allemandes, d'appuyer la révision de l'accord d'association avec l'Union européenne afin d'ouvrir davantage le marché européen aux produits algériens.

LES LIENS DE FRATERNITÉ ET DE BON VOISINAGE QUI EXISTENT DEPUIS DES SIÈCLES ENTRE L'ALGÉRIE ET LE MALI
Pour le Mali, le président a également

réaffirmé que l'Algérie «ne fera jamais de mal à ses voisins », rappelant les liens de fraternité et de bon voisinage qui existent depuis des siècles entre l'Algérie et le Mali.

Le président a réaffirmé que la position de l'Algérie demeurerait inchangée. «Nous ne causerons de tort à aucun voisin, quel qu'il soit», a-t-il assuré, citant successivement la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et la Libye. Le président a insisté, dans ce sens, sur le principe de non-ingérence, rappelant que l'Algérie avait toujours accompagné le Mali à sa demande, sans jamais chercher à imposer ses vues. «Je ne me suis jamais ingéré dans vos affaires intérieures et je ne m'y ingérerai pas. Si tu as besoin de moi, je suis là. Si tu n'as pas besoin de moi, que Dieu nous souhaite le meilleur, c'est tout », a-t-il déclaré.

Selon lui, certaines puissances extérieures cherchent à détériorer les relations entre les deux pays afin d'affaiblir l'influence régionale d'Alger. «Ceux qui accusent l'Algérie d'intervenir dans leurs affaires intérieures sont manipulés. Et nous savons par qui», a-t-il affirmé, ajoutant que «l'ennemi de ce que tu crois être ton ennemi n'est pas forcément ton ami». Abdelmadjid Tebboune a également rappelé que la lutte contre le terrorisme devait reposer sur une coopération respectueuse de la souveraineté des États. «Le terrorisme n'est pas une fatalité pour l'Afrique. Nous sommes des leaders dans la lutte antiterroriste», a-t-il soutenu, estimant que ce phénomène avait pris son essor après la chute de la Libye. Il a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à agir avec les pays voisins «sans porter atteinte à leur souveraineté».

«LA TUNISIE, CELUI QUI LA TOUCHE NOUS TOUCHE»

Le président a tenu des propos particulièrement fermes à propos de la Tunisie, qu'il considère comme un partenaire stratégique dont la stabilité est directement liée à celle de l'Algérie. «Les voisins, comme la Tunisie, celui qui la touche nous touche», a-t-il lancé, estimant que certaines parties cherchent à déstabiliser Tunis afin d'isoler l'Algérie. «On veut l'isoler de l'Algérie pour pouvoir la manger facilement.

Nous ne laisserons pas faire», a-t-il averti. Dans la même veine, il a adressé une mise en garde sans équivoque contre toute menace sécuritaire visant le pays voisin. «Celui qui apporte le terrorisme à côté de la Tunisie ou qui menace la Tunisie, nous

lui détruirons sa maison», a-t-il déclaré, tout en rappelant que l'Algérie demeure «un pays pacifique qui ne cherche de querelle à personne».

L'AFRIQUE, PRIORITÉ STRATÉGIQUE DE LA DIPLOMATIE ALGÉRIENNE

Abdelmadjid Tebboune a ensuite développé sa vision de la coopération africaine, qu'il présente comme l'un des axes majeurs de la politique extérieure algérienne. «Nous sommes Africains avant tout», a-t-il affirmé, estimant que la solidarité entre États africains devait s'exercer sans contrepartie. «Je t'aide, je ne te demande rien en échange», a-t-il résumé, en opposition à des modèles de coopération qu'il juge fondés sur l'exploitation économique. Le chef de l'État a rappelé que l'Algérie accueille chaque année «8.000 étudiants africains boursiers» afin de contribuer à la formation des futures élites du continent. «La seule chose qu'ils ne peuvent pas détruire, c'est cette solidarité africaine», a-t-il souligné.

Évoquant les grands projets d'intégration continentale, il a cité le port de Djendjen, le chemin de fer transsaharien et les futures connexions vers le Niger, le Tchad et le Mali. «L'Algérie est retournée à son rôle réel», a-t-il estimé, convaincu que ces infrastructures transformeront durablement les échanges commerciaux entre la Méditerranée et l'Afrique subsaharienne. Il a également défendu le projet de gazoduc transsaharien reliant le Nigeria à l'Europe via le Niger et l'Algérie. «Je ne fais pas cela parce que j'ai besoin de gaz. Je le fais pour que l'Afrique s'élève au niveau de l'Europe», a-t-il expliqué.

MOYEN-ORIENT : PRIVILÉGER L'UNITÉ ET LE DIALOGUE

Abordant la situation au Moyen-Orient, le président de la République a insisté sur la nécessité d'éviter toute escalade entre les pays arabes. Il a dénoncé les actions d'«un petit État» qu'il accuse d'alimenter les crises régionales, tout en expliquant que l'Algérie refuse d'ajouter de nouvelles divisions. «Le monde arabe subit déjà suffisamment de fissures et de divisions. Nous ne voulons pas en rajouter», a-t-il affirmé. Le chef de l'État a rappelé la solidité des relations entretenues avec l'Égypte, l'Arabie saoudite et les autres monarchies du Golfe. «Notre appartenance est claire. Tous les États du Golfe sont des États amis et nous avons de très bonnes relations avec eux», a-t-il déclaré.

H. B.

MOSTAGANEM

Les grands projets énergétiques à un stade avancé

Plusieurs infrastructures énergétiques d'envergure connaissent des avancées importantes dans la wilaya de Mostaganem. La centrale électrique à cycle combiné, les lignes de transport à très haute tension ainsi que l'alimentation électrique de la future station de dessalement de Sidi El-Adjel figurent parmi les principaux projets suivis par les services concernés.

En parallèle, les programmes de raccordement au gaz naturel et à l'électricité se poursuivent dans plusieurs communes au profit de milliers de familles.

En effet, le secteur de l'énergie à Mostaganem poursuit plusieurs chantiers majeurs, avec des taux de réalisation qui atteignent des niveaux importants pour certaines infrastructures. La centrale électrique à cycle combiné constitue l'un des projets les plus avancés. D'une capacité de 1.450,356 mégawatts, elle est réalisée sur une superficie de 40 hectares et affiche un taux global d'avancement de 95,22%.

Les travaux d'ingénierie, de génie civil et de montage sont pratiquement achevés. La prochaine étape concernera les essais avant la mise en service de cette infrastructure appelée à renforcer les capacités de production électrique.

L'alimentation électrique de la future station de dessalement de Sidi El-Adjel constitue un autre chantier important.

Avec une capacité de production annoncée à 300.000 m³ d'eau



par jour, la station nécessite une infrastructure électrique adaptée à ses besoins. Une ligne de 220 kilovolts, longue de 41 km et comprenant 122 pylônes est actuellement en cours de réalisation. Les plateformes en béton sont réalisées à hauteur de 48,36 %, tandis que le taux global d'avancement du projet s'établit à 21,22 %. Le réseau de transport fait lui aussi l'objet de plusieurs opérations.

La première ligne à très haute tension de 400 kilovolts reliant El-Hessasna à Mostaganem affiche un taux de réalisation de 96,49%, alors que la deuxième atteint 85,88%.

Les parties jugées prioritaires des deux projets ont déjà été mises en service en 2025. La ligne reliant Mostaganem à Oued El-Abtal, sur une distance de 91 km, est également entrée en exploitation. Sur le volet industriel, le raccordement de la zone industrielle d'El-Bordjia, dans la commune d'El-Hassiane, mobilise une enve-

loppe de 233 milliards de centimes pour les travaux liés à l'électricité et au gaz naturel.

Un raccordement électrique provisoire, évalué à 210 milliards de centimes, est également prévu tandis que plusieurs lignes électriques destinées à alimenter la zone sont actuellement en cours de réalisation. Les opérations ne concernent pas uniquement les grandes infrastructures.

En effet, plusieurs programmes de raccordement au gaz naturel sont également engagés dans plusieurs communes de la wilaya. Dans la commune d'Oued El-Kheir, un programme de raccordement au gaz naturel doit permettre d'alimenter 967 familles, pour un investissement dépassant 19,43 milliards de centimes.

Un autre programme concerne sept communes, notamment Mesra, Benabdelmalek Ramdane, Sidi Lakhdar, Hadjadj, Kheir-Eddine, Aïn Tedélès et Oued El-Kheir, au profit de 2.407 familles. Les travaux portent sur près de 84

kilomètres de réseaux, pour une enveloppe de 40 milliards de centimes.

Dans les communes d'Achaâcha et Ouled Boughalem, le projet de raccordement au gaz naturel prévoit, quant à lui, la réalisation de 44,57 km de réseaux de transport et de distribution, au bénéfice de 1 865 familles, avec un investissement global de 56,22 milliards de centimes. D'autres opérations sont menées à Hassi Mameche, Nekmaria, Souafliya, Aïn Boudinar, Tazgaït, Safsaf, Achaâcha, Sidi Ali, Sidi Lakhdar, Sirat et Fornaka. Elles concernent au total 3.784 familles, pour un réseau de 136,86 km et des investissements dépassant 48,06 milliards de centimes.

Face à l'importance de ces chantiers, les autorités locales ont appelé à accélérer les travaux et à respecter les délais prévus, tout en levant les contraintes administratives, foncières et techniques qui peuvent retarder les projets.

CHLEF Deux terroristes abattus

Deux terroristes ont été abattus et 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov récupérés lors d'une opération menée par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire (ANP), en coordination avec les services de sécurité, dans le Secteur militaire de Chlef en 1ère Région militaire, a indiqué un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, et suite à l'exploitation optimale des renseignements, des détachements combinés de l'ANP, en coordination avec les services de sécurité, ont abattu, aujourd'hui après-midi 27 juillet 2026, dans le Secteur militaire de Chlef en 1ère Région militaire, deux (2) terroristes et ont récupéré 2 pistolets mitrailleurs de type Kalachnikov, une quantité de munitions et d'autres effets", précise la même source.

"L'identification a permis de déterminer l'identité des terroristes abattus. Il s'agit en l'occurrence du terroriste Djilidi Ali alias +Tarek+, émir du pseudo groupe Bouaarous, qui avait rallié les groupes terroristes en 2012 et du terroriste Bakhtouchi Mohamed, alias +Isshak+, qui avait rallié les groupes terroristes en 2014", relève le communiqué.

"Cette opération confirme une nouvelle fois la détermination des éléments de l'Armée nationale populaire à éradiquer les résidus terroristes et veiller sur la sécurité des citoyens", ajoute le MDN.

SÉCURITÉ ROUTIÈRE La wilaya d'Alger participe à la caravane nationale

L'Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain (EGCTU) de la wilaya d'Alger a mis en place, dimanche, un espace pédagogique interactif de sensibilisation aux risques des accidents de la circulation, à travers la maquette d'une ville miniature, au niveau de la promenade des Sablettes, indique un communiqué des services de la wilaya. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de la participation de la wilaya d'Alger à la caravane nationale de sécurité routière, lancée par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, en coordination avec la Délégation de wilaya à la sécurité routière et le Groupe Sonatrach. Cet événement a été marqué par des «applications simplifiées sur le terrain, qui ont permis aux enfants de s'initier aux règles de la circulation et au respect de la signalisation routière, dans le cadre d'une expérience pédagogique alliant le divertissement à l'acquisition des bons comportements routiers», précise le communiqué. Ces applications sur le terrain ont également été accompagnées d'ateliers éducatifs artistiques destinés aux enfants, «dans le cadre d'une initiative visant à ancrer, dès le plus jeune âge, la culture du respect du code de la route et à développer leur sens civique à travers des méthodes pédagogiques innovantes».

ART PLASTIQUE À MÉDÈA

Amar Ramana au service de l'art et la mémoire

La ville de Médéa compte depuis toujours un grand nombre d'artistes dans différentes disciplines. De grands noms de la région sont connus dans l'art du spectacle, la musique, l'écriture romanesque, l'art plastique et d'autres domaines de créativité. La jeune génération accorda, elle aussi, un grand intérêt à la créativité artistique, mettant en valeur la richesse et la variété du patrimoine culturel national.

Parmi les artistes de la région, il y a le plasticien Amar Ramana qui s'affirme de plus en plus sur la scène artistique nationale et internationale. Il est reconnu pour avoir fait de la peinture un espace de préservation de la mémoire nationale et de mise en valeur de la richesse du patrimoine culturel algérien.

Diplômé de l'École des beaux-arts de Mostaganem, il a perfectionné son talent par l'étude et la pratique, se forgeant une brillante carrière artistique.

Aujourd'hui, il transmet son expérience et sa créativité à de jeunes talents en animant et encadrant des ateliers d'arts visuels. Il participe à de nombreux ateliers et manifestations artistiques, en Algérie comme à l'étranger. Il a également eu l'honneur de représenter l'Algérie lors de festivals internationaux, notamment en Russie, où ses œuvres ont été saluées pour leur profondeur artistique et leurs messages cultu-

rels, reflets de l'authenticité de l'identité algérienne.

Les œuvres de l'artiste Amar Ramana se distinguent par leur inspiration puisée dans le folklore local, ainsi que par leur hommage aux figures artistiques et révolutionnaires qui ont marqué l'histoire de l'Algérie moderne et contemporaine.

Ses peintures deviennent des documents visuels qui préservent la mémoire et la transmettent aux générations futures à travers le langage de l'art. Parmi ses dernières œuvres, figure un portrait du regretté et estimé artiste

Hassan El Hassani, dit Boubagra, réalisé avec créativité et maîtrise. Ce portrait a été offert par Mme Salima Kaoua, directrice de la culture et des arts de la ville de Médéa, comme un don symbolique à la direction du Théâtre national algérien Mahieddine-Bachtarzi, lors d'une récente visite organisée pour les enfants de la troupe de théâtre Al Anwar dans la commune de Majbar.

Cette initiative témoignait d'un attachement aux icônes de l'art algérien et soulignait le rôle des arts visuels dans la préservation de la mémoire nationale.

FESTIVAL DE LA MUSIQUE ORANAISE Mohamed Berkane Krachai, nouveau commissaire

Suite à un récent décret ministériel, Mohamed Berkane Krachai est nommé nouveau commissaire du Festival de la musique oranaise, en remplacement de Souad Bouali. La passation de responsabilités a eu lieu dans une ambiance d'amitié et de fraternité. «L'artiste Kouider Berkane est un ami de longue date et une figure emblématique du style musical oranais. Titulaire de diplômes supérieurs de musique obtenus dans des écoles parisiennes, il a également suivi une formation spécialisée au violon au prestigieux Opéra Garnier. Il possède, par ailleurs, une vaste expérience de chef d'orchestre auprès d'institutions culturelles algériennes. Il est un fervent défenseur du style oranais, aux côtés de figures emblématiques telles que Ahmed Wahbi et Blaoui Houari. Il dirige actuellement l'association 'Les Yeux de l'Art et de la Créativité', qui œuvre à la préservation du patrimoine musical oranais. C'est un ami cher, et je lui souhaite plein succès pour les éditions à venir», a déclaré l'ex-commissaire du festival, Souad Bouali.

KHATRI ADOUH KHATRI

«L'Algérie œuvre constamment à maintenir vivante dans les mémoires la cause du peuple sahraoui»

L'ambassadeur de la République sahraouie en Algérie, M. Khatri Adouh Khatri, a salué, lundi, la position de l'Algérie qui "œuvre constamment à maintenir vivante dans les mémoires et les consciences la cause du peuple sahraoui", ce qui reflète son engagement à soutenir les causes justes.



Dans une allocution prononcée à l'ouverture d'un colloque scientifique sur le thème: "Question du Sahara occidental : racines historiques, situation actuelle et perspectives à la lumière des mutations internationales", organisé par l'Institut national d'études de stratégie globale (INESG) en coordination avec le Centre sahraoui d'études stratégiques, M. Adouh a précisé que cette position "puise sa source dans l'esprit et les principes de la glorieuse Révolution de Novembre" et incarne "la doctrine de la libération et de la liberté à laquelle le peuple algérien frère a cru, pour laquelle il s'est sacrifié et à laquelle il est resté attaché". Cette rencontre vient "confirmer et réitérer la position forte de l'Algérie sous la conduite du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a ajouté l'ambassadeur estimant que ce colloque représente "un apport riche à l'analyse, à la recherche et à l'éclairage sur la lutte du peuple sahraoui, son parcours de libération et sa juste cause qui dure depuis plus de soixante-dix ans". De son côté, la représentante du ministère des Affaires étrangères, directrice générale de la veille stratégique, de l'anticipation et de la gestion des crises, Mme Nassima Baghli, a indiqué que la

position de l'Algérie sur la question du Sahara occidental "a toujours été cohérente et claire", étant une question de décolonisation, soulignant que son règlement "doit impérativement passer par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination conformément à la charte pertinente des Nations unies". Le directeur général de l'INESG, M. Abdelaziz Medjahed, a, pour sa part, affirmé que le riche programme du colloque permettra d'étudier la question du Sahara occidental sous ses différents aspects, de rappeler fidèlement son histoire et d'ouvrir le débat sur les différentes visions et analyses qui s'y rapportent. Cette rencontre constitue une occasion d'examiner en profondeur le dossier de la question sahraouie, la qualifiant de "cause de conscience", a-t-il ajouté précisant qu'il "ne s'agit pas seulement de la cause du peuple sahraoui, mais de celle de tous les hommes libres à travers le monde". Pour sa part, le président du Centre sahraoui d'études stratégiques, Sidi Mohamed Aba Mohamed, a déclaré que la question du Sahara occidental "demeure une question de décolonisation inscrite à l'ordre du jour des Nations unies", appelant à accélérer la mise en œuvre des

résolutions de la légalité internationale et à permettre au peuple sahraoui d'exercer son droit à l'autodétermination.

FIN DU COLLOQUE SCIENTIFIQUE SUR LA QUESTION DU SAHARA OCCIDENTAL À ALGER

Un colloque scientifique consacré à la question du Sahara occidental qui a débuté lundi à Alger, réunissant universitaires algériens et sahraouis s'est bien terminé en réaffirmant le soutien constant de l'Algérie à la cause sahraouie et appel à l'autodétermination. Les travaux du colloque scientifique sur le thème «Question du Sahara occidental : racines historiques, situation actuelle et perspectives à la lumière des mutations internationales» se sont poursuivis hier pour le 2e et dernier jour, avec la participation de plusieurs enseignants et chercheurs algériens et sahraouis. Le programme de cette deuxième journée comprend une 3e session scientifique intitulée «Les dimensions sociales, économiques et les espaces territoriaux stratégiques», et une 4e session consacrée aux «Récits, mobilisation médiatique, diplomatie d'influence et cadres de mise en œuvre du soutien commun». Dans le programme de cette deuxième journée

, il y a eu une 3e session scientifique intitulée «Les dimensions sociales, économiques et les espaces territoriaux stratégiques», et une 4e session consacrée aux «Récits, mobilisation médiatique, diplomatie d'influence et cadres de mise en œuvre du soutien commun». L'ambassadeur de la République sahraouie en Algérie avait salué, lundi, lors de l'ouverture des travaux de ce colloque, la position de l'Algérie, qui «œuvre constamment à maintenir vivante dans les mémoires et les consciences la cause du peuple sahraoui», ce qui reflète son engagement à soutenir les causes justes. Cette position «puise sa source dans l'esprit et les principes de la glorieuse Révolution de Novembre» et incarne «la doctrine de la libération et de la liberté à laquelle le peuple algérien frère a cru, pour laquelle il s'est sacrifié et à laquelle il est resté attaché», avait-il précisé. Cette rencontre vient «confirmer et réitérer la position forte de l'Algérie sous la conduite du président de la République, Abdelmadjid Tebboune», avait ajouté l'ambassadeur, estimant que ce colloque représente «un apport riche à l'analyse, à la recherche et à l'éclairage sur la lutte du peuple sahraoui, son parcours de libération et sa juste cause qui dure depuis plus de 70 ans». De son côté, la représentante du ministère des Affaires étrangères, directrice générale de la veille stratégique, de l'anticipation et de la gestion des crises, Mme Nassima Baghli, avait indiqué que la position de l'Algérie sur la question du Sahara occidental «a toujours été cohérente et claire», étant une question de décolonisation, soulignant que son règlement «doit impérativement passer par l'exercice, par le peuple sahraoui, de son droit à l'autodétermination conformément à la charte pertinente des Nations unies».

LA COMPAGNIE PÉTROLIÈRE WAHA OIL Progression des plans de remise en service des puits suspendus en Libye

La compagnie pétrolière Libyenne Waha Oil Company a réussi à remettre en service un puits de pétrole mis à l'arrêt depuis huit ans, grâce à une opération technique qui devrait ajouter environ 480 barils par jour à la production de la compagnie. Cette réalisation a été menée à bien par le département Forage et Réhabilitation de la société dans le cadre des efforts déployés pour remettre en état les puits inactifs, augmenter la production et améliorer l'utilisation des ressources pétrolières existantes. Le puits était hors service depuis janvier 2018 suite à la panne de sa pompe électrique submersible (ESP), bloquée sous terre. L'incident a également entraîné la perte de 101 sections de tubage de production, d'une unité ESP et d'environ 990 mètres de câble d'alimentation plat. En juin 2026, la société Waha Oil a lancé une opération de pêche complexe à l'aide de la plateforme Fayyad Barqen n° 9, en coopération avec la société Al-Doroub. Cette opération a présenté d'importants défis techniques et a nécessité des solutions d'ingénierie spécialisées ainsi que des plans de travail détaillés. Les équipes techniques sont finalement parvenues à récupérer tout le matériel coincé à l'intérieur du puits, y compris la pompe électrique submersible, avant de terminer les travaux de réhabilitation et de remettre le puits en état de marche. La société a indiqué que le projet était soutenu par son comité de direction, qui a fourni des ressources techniques et logistiques et a appuyé les décisions visant à accélérer la remise en service des puits suspendus et à soutenir les objectifs de production. La compagnie pétrolière Waha a également souligné la coordination entre son département Forage et Reconditionnement, le bureau de forage du champ de Waha et ses équipes techniques et de terrain. Elle a indiqué que l'opération avait démontré un professionnalisme exemplaire, un esprit d'équipe remarquable et le respect des normes de sécurité et de qualité. La remise en production du puits devrait permettre de produire environ 480 barils de pétrole par jour, contribuant ainsi à une augmentation de la production et à une amélioration de l'efficacité des installations existantes. La société a déclaré que ce projet s'inscrit dans un programme plus vaste visant à remettre en état les puits suspendus grâce à l'expertise technique et aux capacités avancées libyennes, dans le but de maintenir la production et de maximiser les rendements des champs pétroliers libyens.

HUITIÈME SESSION DE L'AG DE LA FÉDÉRATION NATIONALE DE LA PÊCHE EN MAURITANIE

Le ministre du secteur supervise l'ouverture des travaux

Le ministre de la Pêche, des Infrastructures maritimes et Portuaires, M. Mactar Ahmed Bouceif, accompagné du wali de Dakhlet Nouadhibou, Mme Tfeila Mohameden Haden, a présidé l'ouverture des travaux de la huitième session de l'assemblée générale ordinaire de la fédération nationale de la pêche, placée sous le slogan: "pour une pêche responsable et un développement inclusif".

Dans son discours d'ouverture, le ministre a souligné que la tenue de cette session intervient dans un contexte national marqué par la poursuite du processus de réforme et de développement que connaît le pays, notant que le secteur de la pêche représente l'une des principales sources de l'économie nationale, et qu'il est essentiel pour renforcer la croissance et créer des emplois.

Il a salué le rôle joué par la fédération nationale de la pêche en tant que partenaire clé du secteur et cadre professionnel contribuant à établir un dialogue entre l'administration et les acteurs économiques, affirmant qu'un développement économique maritime moderne et compétitif nécessite un partenariat efficace et un climat des affaires attractif, garantissant l'exploitation durable des ressources maritimes et augmentant la valeur

ajoutée des produits nationaux.

Pour sa part, le président de l'Union nationale du Patronat mauritanien, M. Mohamed Zein El Abidine Ould Cheikh Ahmed, a affirmé que le secteur de la pêche constitue un pilier essentiel de l'économie nationale et de la sécurité alimentaire, en raison des opportunités d'emploi qu'il offre et de sa contribution à la réduction de la pauvreté et au renforcement du développement, tout en louant le rôle de la fédération nationale de la pêche dans l'organisation de la profession, la défense des intérêts des acteurs, et la promotion de la transparence et de la compétitivité au sein du secteur.

De son côté, l'ancien président de la fédération, M. Hamadi Ould Hamadi, a exprimé sa fierté pour les réalisations accomplies durant son mandat, considérant que l'assemblée générale représente une étape importante dans le processus de renouvellement des instances du patronat, et souhaitant à la nouvelle instance du succès dans la poursuite du développement des performances de la fédération et du service au secteur.

Les travaux de l'assemblée générale ont abouti à l'élection de M. Yahfadh Brahim Bechir en tant que président de la fédération nationale de la pêche pour un nouveau man-

dat.

Avant le démarrage de la session, le ministre a effectué une visite sur le terrain au Port autonome de Nouadhibou et au Port de la Baie du Repos, où il a pris connaissance de l'avancement des travaux de réhabilitation et d'extension du quai du port autonome de Nouadhibou, ainsi que du projet de modernisation du port de la Baie du Repos, et a écouté des explications techniques sur les composantes des projets et les taux d'achèvement enregistrés.

Lors de la visite, le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les délais prévus pour l'achèvement des travaux et de se conformer aux normes techniques établies, appelant les entreprises exécutantes à redoubler d'efforts pour garantir la qualité d'exécution et livrer les projets dans les délais impartis.

L'ouverture de la session et la visite se sont déroulées en présence du président de la Région de Dakhlet Nouadibou, du responsable adjoint, du maire, du commandant des garde-côtes mauritaniens, des directeurs des établissements publics relevant du ministère, des commandants des forces de défense et de sécurité, ainsi que plusieurs cadres du ministère de la pêche et des infrastructures maritimes et portuaires.

LE TOURNESOL :

L'oléagineuse plante stratégique de lumière et de soleil

Mohamed KHLATI (*)

L'une des plantes oléagineuses de renom, pleinement évoquée dans le concert des cultures industrielles ou plus précisément dans le faisceau de production des huiles alimentaires. Les réseaux de communication en font écho surtout lorsqu'il s'agit d'introduire ou relancer sa culture dans notre pays, sachant que le vocable "relancer" signifie que des expériences antérieures aient été réalisées, sauf qu'elles furent abandonnées pour des raisons diverses trouvant leur justification dans le contexte de l'époque.

Certains écrits viennent toutefois nous rappeler que les productions oléagineuses qui représentaient 1500 tonnes en 1970-74 et 1140 tonnes en 1978-83 ont disparu de la nomenclature des statistiques algériennes depuis une quarantaine d'années car, "les expériences d'introduction et de développement des cultures de tournesol, de colza et de carthame ayant été abandonnées. Il en est de même pour les cultures de betterave à sucre et de coton

Aujourd'hui, l'on s'attache pleinement à reprendre le secteur des oléagineux compte tenu de son importance capitale dans la satisfaction des besoins nationaux d'une part et dans la diversification des produits agricoles d'autre part tant il est vrai que ce secteur pèse énormément dans la balance commerciale.

Cette plante de lumière qui a adopté les rayons du soleil est très cultivée pour ses graines riches en huile alimentaire de bonne qualité. Avec le colza et l'olivier, elle est l'une des trois sources principales d'huiles. C'est une culture largement répandue dans le monde, principalement dans les zones tempérées fraîches qui sert également à l'alimentation animale et encore à la production de biocarburant et pleins d'autres usages. La production d'huile de tournesol occupe la première place à travers le monde avec plus de 16 millions de tonnes par an dont deux pays détiennent le record. L'Ukraine vient en tête avec une production de 4,5 millions de tonnes par an, suivie de la Russie avec une production de 4 millions de tonnes par an et l'Argentine vient en troisième position. Cette tendance exprime déjà les termes d'incidence sur de nombreux pays y compris le notre.

"DE L'HISTOIRE DU TOURNESOL

Le tournesol, notent les récits historiques fut domestiqué par les Indiens d'Amérique du Nord, vers 2.500 avant J.-C., pour ses propriétés alimentaires, médicinales et tinctoriales et pour ses graines comestibles, son huile et sa matière colorante. Cette origine a semble-il était remise en question dans la mesure où, en 2010 des empreintes fossilisées de fleurs semblables à des astéracées (la famille du tournesol),



plus anciennes datant d'environ 50 millions d'années, au nord-ouest de la Patagonie, une région englobant la pointe méridionale de l'Amérique du Sud, séparée entre l'Argentine et le Chili comprenant des steppes arides, fut admise comme argument quant à son origine. Dans la chronologie d'évolution de la culture, on fit observer que le tournesol fut introduit en Europe par les navigateurs au 16ème siècle mais davantage comme plante ornementale. Il fut cultivé en Russie depuis le 18ème siècle pour son huile avec des graines ayant une faible teneur en huile de 20 % à l'origine ramenée à 40 % à la fin du 19ème siècle grâce à des travaux de sélection réalisés dans ce pays. Cette culture s'est étendue en Europe à partir du 19ème siècle pour y extraire les huiles alimentaires notamment.

Ce n'est qu'à partir des années 1960, que la culture du tournesol s'est développée en Europe occidentale pour se répandre dans presque l'ensemble des continents, avec des fluctuations. Depuis, ses qualités ont été nettement améliorées : ses graines contiennent désormais 55 % d'huiles et plus pour les variétés améliorées. Aussi, l'un des atouts de cette plante est qu'elle peut se croiser avec 49 espèces proches génétiquement. Cette aptitude laisse ainsi augurer des améliorations importantes en termes de son adaptation agronomique et de la diversification de ses utilisations.

"DE LA BOTANIQUE DU TOURNESOL :

Prima facie, un peu de botanique et d'agronomie. Le tournesol, connu scientifiquement (*Helianthus annuus*) est un vocable issu du Grec : *hélios* "soleil" et *anthos* "fleur" pour désigner la forme de son inflorescence qui suit la progression du soleil. C'est une plante annuelle qui appartient à la famille des Astéracées appelée aussi

(Composées) dont les fleurs sont groupées en capitules de grandes dimensions. Le genre *Helianthus* comprend une cinquantaine d'espèces et de nombreuses variétés.

Sur le plan de la morphologie, le tournesol est une plante à tige très forte et peu ramifiée. Ses feuilles sont simples, cordées (en forme de cœur), alternées, sauf à la base où elles sont parfois opposées avec un pétiole plus ou moins long et rudes au toucher. La plante se développe à partir d'une graine et se compose :

D'un appareil végétatif qui se compose d'une tige droite et rigide de 2 à 7 cm pouvant atteindre 3 à 4 mètres de hauteur, avec des feuilles qui jouent un rôle important dans la production des réserves lipidiques de la graine et d'un système racinaire pivotant pouvant pénétrer dans le sol jusqu'à 2 mètres de profondeur.

Du capitule, c'est-à-dire le système reproducteur dont le diamètre varie de 15 à 30 cm en pleine floraison, il réunit des fleurs ligulées ou tubulées avec des fleurs extérieures disposées sur un seul rang, généralement jaunes, et stériles sauf dans les variétés dites "Turf" ayant connu certaines mutations génétiques et des fleurs centrales en tube, hermaphrodites, de couleur jaune pâle ou rouge foncé chez certaines variétés.

De graines appelées "akènes" surmontées par deux écailles en arête. Elles sont situées dans l'inflorescence et constituées d'un embryon recouvert d'un tégument formant l'amande et d'un péricarpe non soudé (coque). Les graines ont une dimension de 7 à 25 mm de longueur et de 4 à 13 mm de largeur dont le poids est de 30 à 80 grammes pour 1000 graines. C'est de ces graines qu'on extrait de l'huile de couleur jaune pâle, sans goût, sa teneur en acide gras insaturée est élevée sauf pour quelques-uns d'entre eux (acide linoléique) produit sous

un climat tempéré, (acide oléique) et (acide linoléique).

" DE L'AGROTECHNIE DU TOURNESOL

Tout d'abord, convient-il d'avancer d'une manière synthétique pour faciliter la lecture que les études agronomiques notent globalement que le tournesol est une plante résiliente, très résistante et facile à cultiver. Son cycle végétatif d'une durée de 3 à 4 mois dépendant des variétés, nécessitant toutefois un certain temps pour atteindre la maturité. Il s'adapte sur le plan édaphique à différents types de sols qu'ils soient sablonneux ou argileux, mais ne supporte pas les sols à teneur en sels.

Dans la pratique, la culture du tournesol est une très bonne tête de rotation, elle libère le sol très tôt et le nettoie. Mais cependant, sa racine pivotante est sensible aux obstacles, au tassement et aux semelles de labours, c'est pourquoi, il faut effectuer des labours profonds avec des charrues à disques ou à socs d'une profondeur de 30 à 40 cm et reprendre le labour avec le cover croop ou cultivateur puis préparer le lit de semences avant le semis à herse. Dans nos conditions, il est utile de commencer le semis en février en zones humides et au mois de mars en régions semi-arides. A ce stade et au semis, il est nécessaire d'incorporer de 60 à 90 unités /ha de phosphore et de 50 à 200 u/ha de potassium. L'écartement optimum se situe à 45 cm inter-rangs et de 30 cm inter-plants avec un objectif de 60 à 80 000 pieds/ha. Ce qui permet un gain de rendement de près de 6 q/ha par rapport à un écartement de 80 cm.

Le tournesol est peu gourmand en eau, mais exige néanmoins quelques 450 à 500 mm d'eau répartis en 160 à 180 mm au stade début floraison, 70 mm à la floraison et de 200 à 230 mm au stade de remplissage des

grains (akènes). Sa racine pivotante lui permet de capter l'eau en profondeur. C'est une plante plus sensible à la qualité du sol (profondeur, structure) qu'à l'ajout d'engrais. Ses besoins en azote sont faibles (80 unités/ha contre 180 pour le maïs), il faut toutefois prévoir une bonne fumure de fond (80 unités de phosphore, de potassium et du bore. De point de vue résistance aux maladies et déprédateurs, le tournesol est peu sensible aux insectes (sauf en début de cycle) et les variétés commerciales ont des résistances importantes aux attaques fongiques, de fait elle n'a quasiment pas besoin d'être traitée. Cette espèce est sensible à certains variants du mildiou favorisé par les monocultures intensives.

La récolte du tournesol se fera trois à quatre mois plus tard après le semis soit en fin juin et juillet dans notre climat.

Au-delà, viennent les opérations de trituration et transformation dans l'agro-industrie pour l'extraction des huiles à partir des graines dont la teneur est variable entre 40 à 50 % pour les variétés améliorées. Cette huile étant destinée à l'alimentation humaine dont certaines composantes présentes toutefois des vertus médicinales et thérapeutiques selon de nombreux nutritionnistes. Alors que les résidus de trituration appelés "tourteaux", très riches en protéines comprenant la méthionine un acide aminé est recherché dans l'alimentation du bétail. Ils sont par ailleurs utilisés comme fourrages pour l'alimentation animale. Le tournesol est aussi une excellente plante mellifère et cultivée aussi comme plante ornementale. Son huile comme celui du Colza est pourrait également être utilisé dans certains cas comme agro carburants et servir à d'autres usages.

Suite en page 9

Suite de la page 8

Enfin, la culture peut servir de couvert végétal grâce à la forte concurrence qu'elle fait aux adventices. Elle a un effet bénéfique sur le sol grâce à son effet structurant et tout particulièrement dans les sols argileux, car elle permet de remobiliser le phosphore en sols calcaire plus particulièrement. C'est aussi un excellent après récolte qui reste debout bien que détruit après l'hiver ce qui permet un réchauffement du sol. Elle attire également les insectes pollinisateurs.

" LE TOURNESOL, L'OLÉAGINEUX À PROMOUVOIR DANS NOTRE PAYS

En Algérie, l'on s'attache à affirmer que les importations annuelles sont importantes. Elles sont en moyenne de l'ordre d'un (1) million de tonnes en huiles alimentaires pour couvrir les besoins nationaux, pour une valeur de 583 millions de dollars (MADR, 2020). Ces données pèsent néanmoins sur la balance économique et fait du pays presque entièrement dépendant de l'étranger en ces produits de large consommation compte tenu qu'elles sont quasi-inexistantes dans le système de production.

Cela nous laisse penser à l'esprit " d'arrière gout et d'amertume ", lorsqu'on parallèle, l'on sait pertinemment que nos potentialités sont plurielles pour rechercher l'autosuffisance pour nombre de produits que nous importons y compris les oléagineux. Ce n'est pas alors de la démonstration spécialisée, mais du langage du bon sens d'affirmer sans cesse de rechercher les bonnes formules en vue d'assurer notre réelle indépendance alimentaire. Monsieur le Président de la République a abordé le sujet à diverses reprises y compris lors des assises sur l'agriculture, tenues le 28 février dernier pour entrevoir des approches opérationnelles et fonctionnelles visant à promouvoir les cultures génératrices de ces produits qui, au niveau international, deviennent des enjeux de géostratégie. Autrement dit, aujourd'hui, il convient surtout de passer à l'action après tant de débats et de réflexion. Dans un pareil contexte, et si l'on se projette dans la démarche de raisonnement, l'on s'inscrit dans une optique d'adaptation des systèmes de production aux situations les plus diverses mais viables, c'est-à-dire reproductibles. Dans notre pays, si l'on se fait lecture des systèmes de production à partir de certaines données disponibles, l'on constate déjà que nombre de cultures stratégiques comme les oléagineuses, les protéagineux et les cultures sucrières demeurent très peu voire trop peu développées au moment où la facture d'importation de leurs produits est encore très élevée.

Cette tendance requiert une certaine conversion des pratiques agricoles à travers les zones de production pour mieux valoriser les gisements de production existants et améliorer la productivité. Ces changements des systèmes de production ne pourront se réaliser qu'au prix d'une restructuration profonde des filières agricoles.

Dans ce contexte, vient se greffer l'ODAS, (l'Office de développement des cultures industrielles en zones sahariennes) qui devra soutenir l'in-



vestissement agricole structurant à travers la mise en valeur des terres et la mobilisation de capitaux publics et privés dans une optique de développement des cultures stratégiques notamment celles destinées à la transformation agro-industrielle.

L'approche adaptée devra surement permettre aux zones sahariennes d'exprimer leurs potentiels de production et de contribuer pleinement à la sécurité alimentaire et à l'économie locale et nationale d'une manière générale. L'investissement dans ces régions serait de pleine mesure, mais faut-il que la mise en valeur des terres et les grandes concessions soient dotées de bases de vie qui, à la longue pourront contribuer à la création d'agglomérations nécessaires à la répartition de la population sur le territoire national, de plus qu'il convient d'agir avec plus de célérité dans la mise en œuvre des projets.

La promotion des cultures stratégiques y compris les oléagineux dans des systèmes de production diversifiés et durables dans les plaines, les hauts plateaux et le Sud du pays aura pour finalités de répondre aux objectifs de diversification et d'amélioration de la production en vue de réduire les importations, d'équilibrer la balance des paiements, créer des richesses et d'emplois et de s'intégrer dans une optique d'exportation des produits agricoles.

Aussi, pour revenir au tournesol, objet de notre essai, l'on sait déjà que nombre d'expériences ont été effectuées par le passé en la matière au cours des années 1970 et 1980. Elles ont abouti à des résultats appréciables. Les rendements oscillaient entre 20 et 15 quintaux à l'hectare. A cette époque, les entreprises de trituration et transformation étaient insuffisantes, voire parfois inexistantes et la culture du tournesol ne faisait pas l'objet de soutien, une tendance qui pourrait justifier son abandon.

Mais ce faisant et en dépit du contexte de l'heure, nombre de cultures oléagineuses ont été quand même expérimentées à l'époque hormis le tournesol, le colza, on note aussi le Carthame, une autre espèce oléagineuse de la même famille que le tournesol : les astéracées (composées) outre bien sûr d'autres cultures telle que la betterave sucrière (famille des chénopodiacées) et pourquoi pas, ne pas relancer le Coton et le Lin, deux cultures disparues, mais qui existaient déjà dans le pays depuis le moyen âge.

Cela veut dire, en toute logique, qu'il existe un cumul d'expériences et des acquis en matière de production de ces cultures stratégiques, fondée déjà sur des études réalisées à l'époque. Les archives des instituts techniques et de recherche-développement ou d'enseignement supérieur (ENSA-ex INA et faculté d'agronomie de Mostaganem : ex-ITA) nous révèlent tout un trésor d'informations à propos de ces systèmes de cultures. Cela en dehors des actuelles études entreprises

Aujourd'hui, il existe de réelles possibilités de reprendre plusieurs cultures à la fois y compris les oléagineux en priorité, sachant toutefois que le Colza a déjà donné de bons résultats nécessitant reprises. Sauf que s'agissant de l'importance de ces systèmes de production somme toute, très importants à relancer, convient-il de les approcher d'une manière concertée et intersectorielle, car une vision sectorielle à elle seule ne serait, à notre sens que partielle et fragmentaire, manière d'insinuer que s'agissant là de programmes d'envergure qui devront être perçus comme de grands projets car assurant notre indépendance en ces produits vis-à-vis de l'étranger et contribueront à assurer pleinement notre autosuffisance alimentaire en la matière.

Seconde idée qui émerge

dans le contexte est qu'il est nécessaire de préparer les approches d'intervention pour assurer toutes les conditions de réussite de tels programmes en adoptant la politique " du pas à pas ", sans hâte aucune, autrement dit, arrêter un agenda de progression, c'est-à-dire que chaque année, on peut étendre la superficie du programme engagé et qu'en parallèle, des mesures de préparation des infrastructures d'agro-industrie de trituration et de transformation soient mises à la disposition des producteurs à travers des conventions ou accords. Les bonnes formules seront à étudier.

Par ailleurs, l'on se met aujourd'hui, à réexaminer le tissu des fermes pilotes, une initiative très louable. Ces fermes pilotes, hormis qu'elles soient à notre sens, des lieux d'investissement, de rayonnement du savoir et d'expériences réussies parce qu'elles s'appellent " pilotes ", doivent s'intégrer dans les programmes de développement des oléagineux à travers la fourniture au moins, les semences de cultures.

Enfin, la recherche-développement, la vulgarisation, l'université et la profession doivent très impliquées dans tous les programmes de développement agricole et rural d'autant plus que toutes les possibilités sont réunies aujourd'hui. Le programme de Monsieur le Président de la République traduit pour le volet agriculture dans le Plan d'action du Gouvernement pour la période 2020-2024, accorde aujourd'hui tout l'intérêt au secteur agricole. Les facilités, les incitations et les diverses mesures en direction des agriculteurs, les investisseurs et les porteurs de projets offrent de réelles opportunités pour asseoir les assises d'une agriculture performante, efficace et moderne. Aussi, la relance des oléagineux en terme général et le tournesol en particulier suggère, sur la base des expériences, des approches dif-

férenciées avec des échéances arrêtées, en tenant compte de diverses données naturelles et des zones agro-écologiques y compris celles climatiques et édaphiques à la fois, sans toutefois négliger les attentes des agriculteurs eux-mêmes qui, dont la motivation peut contribuer pleinement au succès des programmes engagés, c'est dire que seules, les visions administratives des choses pour des thématiques purement techniques et scientifiques, ne peuvent pas souvent donner leur pleines mesure.

Il est alors important de chercher la synergie des divers acteurs pour atteindre l'objectif commun, car il ne s'agit nullement aujourd'hui de développer des débats intellectualisants sur l'introduction des oléagineux, mais il s'agit surtout de leur mise en œuvre en pratique et sur le terrain.

Cela dit, l'expérience de cette année pour la culture du tournesol aura été perçue comme une année d'expérimentation susceptible d'être généralisée progressivement les années à venir y compris pour d'autres cultures oléagineuses. Y penser, c'est déjà agir, pensons-nous.

Mohamed KHIATI,
Agronome post-universitaire ;
Expert-Consultant
Khiam61@yahoo.fr
Référence :

- Omar Bessaoud.**
L'agriculture en Algérie : de l'autogestion à l'ajustement (1963-1992), in Options Méditerranéennes, revue du CIHEAM Sér. B / n°8, 1994 - Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée.
- Tournesol-Helianthus annuus** <https://fr.m.wikipedia.org/wiki/Tournesol>^
- MADR. Mise en œuvre du plan d'action du gouvernement (2020-2024)- Feuille de route : Actions projetées.**
Juillet 2020.

EL MOUDJAHID

LA POLICE EN GUERRE OUVERTE CONTRE «SAROUKH»

10 millions de psychotropes saisis en six mois

Les services spécialisés de la police ont saisi, durant le premier semestre de l'année en cours, une quantité de plus de 10 millions de comprimés psychotropes, à l'issue du démantèlement de nombreux réseaux criminels spécialisés en narcotrafic, mettant à nu la multiplication des tentatives d'inonder l'Algérie de psychotropes.

La Sûreté nationale se trouve en première ligne dans la lutte contre le trafic de drogue, qui constitue une menace contre la stabilité, la sécurité et la santé nationales. Plusieurs coups de filets sont réalisés dans le cadre d'un «dispositif de bataille» mis en œuvre par l'institution que gère Ali Badaoui, qui s'articule notamment sur le travail de renseignement, l'anticipation et la coordination opérationnelle, outre la création de structures spécialisées et la formation spécialisée des enquêteurs. C'est dans ce cadre que le Service central de lutte contre le trafic des stupéfiants (SCLTIS) a réussi une saisie spectaculaire de plus de 2 millions de comprimés psychotropes dans la capitale. Selon la sous-direction de la communication à la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), les services opérationnels de la Sûreté de wilaya (SW) d'Alger ont réussi la



saisie de 2 millions et 71.000 capsules psychotropes de type «Prégabaline». Ce coup de filet a été réalisé par les éléments de la police judiciaire (PJ) de la Sûreté de la daïra de Draria, à l'ouest de la capitale, suite à un travail de renseignement et d'investigations approfondi, permettant la neutralisation d'un réseau criminel composé de neuf individus, parmi eux une femme, détaille la même source. En effet, l'efficacité du travail de renseignement et l'anticipation des enquêteurs des services opérationnels ont réussi de déjouer un plan criminel planifié par le réseau criminel visant à acheminer cette grande quantité de psychotropes connus sous «Saroukh» et très répandus dans les milieux des jeunes et mêmes les mineurs. Aussi, grâce au professionnalisme des enquêteurs «anti-stup», il a été procédé à l'identification et l'arrestation des membres du réseau. Lors de cette opération, une somme de 1 milliard et 697 millions de centimes des revenus du trafic a été récupérée ainsi que 6 véhicules de différents types utilisés dans le transport de cette marchandise prohibée. Les mis en cause ont été présentés à l'issue de l'enquête préliminaire devant le parquet près le pôle judiciaire spécialisé de Sidi M'Hamed. C'est le deuxième coup dur porté aux réseaux de

narcotrafic dans la capitale. En février dernier, les services opérationnels de la SW d'Alger ont également déjoué un plan criminel d'inondation de la capitale par la saisie d'une quantité de plus de 900.000 psychotropes de type Prégabaline et Ecstasy, ainsi qu'une quantité de 35 kg de kif traité durant le mois de Ramadhan. L'opération a été menée par les éléments de la 4e circonscription de la police judiciaire de Bouchaoui. Selon un bilan de la Direction de la police judiciaire (DPJ) à la DGSN, plus de 105.000 affaires de trafic de drogue ont été traitées par les services opérationnels durant le premier semestre de l'année en cours. Il s'agit des affaires liées au trafic, stockage, transport, détention et importation illégale qui se sont soldées par l'arrestation de 114.598 personnes impliquées et la saisie de plus de 4 tonnes de kif traité ainsi que 10 millions et 678.000 capsules psychotropes et plus de 2 quintaux de drogue dure de type cocaïne. Les plus grandes saisies ont été menées par le Service central de lutte contre le trafic des stupéfiants (SCLTIS), la force de frappe de la police contre les narcotrafiquants. Les enquêteurs de ce service spécialisé ont réussi la neutralisation de réseaux criminels transfrontaliers. L'action ne

s'est pas limitée à l'arrestation des narcotrafiquants et aux saisies. Elle s'est étendue aux investigations sur le blanchiment d'argent et les enquêtes financières parallèles. Ces résultats viennent en application des instructions du DGSN Ali Badaoui relatives à l'intensification de la lutte contre le narcotrafic qui demeure une menace, à l'instar du terrorisme. Le trafic de psychotropes a pris des proportions inquiétantes ces dernières années. Les enquêtes approfondies des services de sécurité ont relevé l'existence de «sociétés écran d'importation de médicaments» créées dans certains pays instables dans la région du Sahel, notamment le Mali et la Libye, pour exporter légalement des psychotropes, via des voies maritimes et terrestres passant par l'Algérie. Des saisies sans précédent ont été menées notamment par le SCLTIS et les différentes unités spécialisées de police. Selon les rapports des services de sécurité, les cartels de drogue ont été redéployés vers l'Afrique du Nord, suite à la saturation du marché européen, nord et sud-américain. Ces cartels optent, selon les enquêtes des services de sécurité, pour les réseaux de trafic de cannabis existants et structurés, pour se reconvertir dans le trafic de cocaïne et aussi des psychotropes.

LE QUOTIDIEN D'ORAN

TOURISME

Excursions et toboggans

Se rendre à l'évidence devient de plus en plus une certitude cet été. Le tourisme national change de visage à l'instar de celui qui vit une véritable et profonde mue sur le plan international.

D'abord, les autorités publiques ont pris à bras-le-corps le phénomène de l'accaparement illégal et le dictat des gros bras sur les plages.

Gratuits, le soleil, la mer et les franges côtières et leurs bienfaits sont rendus de bon droit à la population.

Le bâton a changé de main sauf qu'à l'étranger contrairement à l'Algérie, dans les villes et dans les sites de renom, ce sont les habitants autochtones qui poussent dehors les visiteurs de passage et les enjoignent à aller bronzer ailleurs.

La crise économique et l'inflation aidant, les hôtels désespèrent et les autoroutes comme les aires de repos se gavent de camping-cars en donnant au tourisme un nouveau visage conforme à la légèreté du porte-monnaie.

Cette mue touristique a de quoi tenir aussi en Algérie, où la naissance multipliée de nouvelles infrastructures de détente prend de plus en plus le dessus et a infléchi la culture du voyage des Algériens. Ils ne vont plus chercher ce qu'ils n'avaient pas chez eux.

Venise, Paris ou Benidorm et d'autres lieux choyés hier, n'ont plus les attraits qu'ils avaient avant. En outre, l'élévation de plus en plus haute des murs des frontières avec les lourdes tracasseries qu'ils soumettent ont fini par orienter les estivants vers des attractions nationales n'enviant en rien à celles de l'étranger.

Les excursions en montagnes et les nouveaux plaisirs des toboggans sont désormais inscrits dans le lexique du tourisme algérien. Partout, ici comme ailleurs, une transfiguration des vacances due à une marche du monde totalement bouleversée imprime des cultures nouvelles ordonnant d'abord aux esprits de voyager. Les guerres, les dérèglements fous de la nature, les rampées de la violence ont façonné en profondeur les désirs et les besoins de se délasser.

LE JOUR D'ALGERIE

ÉTUDE

Moins de cancer chez les consommateurs d'aliments bio

Une diminution de 25 % du risque de cancer a été observée chez les consommateurs «réguliers» d'aliments bio, par rapport aux personnes qui en consomment moins souvent. C'est ce que révèle une étude épidémiologique menée par une équipe de l'Inra, Inserm, Université Paris 13, CNAM, grâce à l'analyse d'un échantillon de 68 946 participants de la cohorte NutriNetSanté. Bien que le lien de cause à effet ne puisse être établi sur la base de cette seule étude, les résultats suggèrent qu'une alimentation riche en aliments bio pourrait limiter l'incidence des cancers. Des travaux complémentaires sont toutefois nécessaires pour la mise en place des mesures de santé publique adaptées et ciblées. Cette étude a été publiée dans le JAMA Internal Medicine. Le marché des aliments issus de l'agriculture biologique «bio» connaît un développement très important depuis quelques années. Au-

delà des aspects éthiques et environnementaux, une des principales motivations de consommation est le fait que ces produits sont issus de modes de production sans produits phytosanitaires et intrants de synthèse et pourraient donc s'accompagner d'un bénéfice pour la santé. Toutefois, les rares données épidémiologiques disponibles ne sont pas suffisantes à l'heure actuelle pour conclure à un effet protecteur de l'alimentation bio sur la santé (ou un risque accru lié à la consommation des aliments issus de l'agriculture conventionnelle). Si la manipulation des intrants chimiques, en particulier via une exposition professionnelle chez les agriculteurs, a été associée à un risque accru de pathologies (en particulier cancer de la prostate, lymphome et maladie de Parkinson), le risque encouru via les consommations alimentaires en population générale n'est pas connu.

ALIMENTATION

Des chercheurs du centre de recherche en Epidémiologie et Statistiques Sorbonne Paris Cité (Inra/ Inserm/Université Paris 13/CNAM) ont mené une étude épidémiologique basée sur l'analyse d'un échantillon de 68 946 participants (78 % de femmes, âge moyen 44 ans) de la cohorte française NutriNetSanté. Leurs données relatives à la consommation d'aliments bio ou conventionnels ont été collectées à l'inclusion, à l'aide d'un questionnaire de fréquence de consommation (jamais, de temps en temps, la plupart du temps) pour 16 groupes alimentaires. Des caractéristiques socio-démographiques, de modes de vie ou nutritionnelles ont également été prises en compte dans cette analyse. Cette association était particulièrement marquée pour les cancers du sein chez les femmes ménopau-

sées (-34 % de risque, score bio élevé versus bas) et les lymphomes (-76 % de risque). La prise en compte de divers facteurs de risque pouvant impacter cette relation (facteurs socio-démographiques, alimentation, modes de vie, antécédents familiaux) n'a pas modifié les résultats. Les conclusions de cette étude doivent être confirmées par d'autres investigations conduites sur d'autres populations d'étude, dans différents contextes. Néanmoins, ces résultats soutiennent les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique (HCSP) émises en 2017 pour les futurs repères alimentaires du Programme National Nutrition Santé (PNNS) visant à privilégier les aliments cultivés selon des modes de production diminuant l'exposition aux pesticides pour les fruits et légumes, les légumineuses et les produits céréaliers complets.

PALESTINE OCCUPÉE

L'occupation démolit des installations et une maison en Cisjordanie

Hier, les forces d'occupation israéliennes ont démolé une maison et des installations dans plusieurs gouvernorats de Cisjordanie. Dans le village de Shuqba, à l'ouest de Ramallah, les forces d'occupation ont démolé une maison appartenant au citoyen Mahmoud Bilal Hassan.



À Ain al-Hilweh, dans le nord de la vallée du Jourdain, les forces d'occupation ont démolé les installations résidentielles et les enclos à bétail appartenant au citoyen Adel Alian Daraghme de la communauté.

À Bethléem, les forces d'occupation ont démolé un local agricole appartenant au citoyen Musa Abu Ramis, ainsi qu'un certain nombre de murs et de clôtures, et ont saisi une maison mobile (caravane) dans le village d'Al-Maliha, à l'est de Bethléem.

Dans la ville de Hizma, au nord-est de Jérusalem, les autorités d'occupation ont rasé les terres des citoyens au bulldozer, ce qui a coïncidé avec la fermeture d'un certain nombre de routes secondaires, notamment celle menant à une communauté bédouine.

Avec la démolition de la maison à Shuqba aujourd'hui, le nombre total de démolitions effectuées par les forces d'occupation israéliennes depuis hier matin lundi s'élève à plus de 11 maisons et 3 installations dans les gouvernorats de Jérusalem, Ramallah et Jénine.

DES COLONS ÉTABLISSSENT UN NOUVEL AVANT-POSTE À L'EST DE SALFIT

Des colons ont établi un nouvel avant-poste mardi sur des terres appartenant à la commune de Yasuf, à l'est de Salfit.

Le chef du conseil du village de Yasuf, Jumaa Abdel Fattah, a déclaré à l'agence de presse Wafa, que des colons avaient installé une tente dans la région de « Nasba », situé au nord-est de la ville, à une cinquantaine de mètres des habitations.

Il a ajouté que la région est régulièrement victime d'occupations illégales et que deux maisons sont menacées de démolition. Il a averti que l'établissement de ce nouveau campement s'inscrit dans une politique d'imposition de mesures coloniales et de restriction de la liberté de circulation des habitants.

L'UNRWA CONDAMNE UN ASSAUT DES FORCES SIONISTES CONTRE SON CENTRE DE FORMATION DE QALANDIYA

L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine (UNRWA) a condamné, lundi, l'assaut mené par des militaires des forces de l'occupation, accompagnés d'un certain nombre de responsables de l'entité sioniste, contre son centre de formation professionnelle de Qalandiya, situé à El-Qods-Est occupée.

Dans un communiqué, le directeur des affaires de l'UNRWA en Cisjordanie, Roland Friedrich, a indiqué qu'environ 80 étudiants et 45 membres du personnel se trouvaient dans l'établissement au moment de l'opération, ajoutant que les forces sionistes ont retenu ces personnes à l'intérieur des bâtiments et leur ont interdit de quitter les lieux.

M. Friedrich a rappelé que le centre de formation de Qalandiya est une installation des Nations unies, bénéficiant des privilèges et de l'immunité garantis par le droit international.

Il a précisé qu'il s'agissait du plus ancien centre de formation

professionnelle de l'UNRWA, ayant formé, depuis plus de sept décennies, des milliers de réfugiés palestiniens.

L'établissement accueille, chaque année, plusieurs centaines de jeunes réfugiés palestiniens originaires de différentes régions de Cisjordanie, souvent issus de milieux socio-économiques défavorisés, auxquels l'UNRWA dispense gratuitement un enseignement professionnel, indique l'agence de presse palestinienne Wafa.

L'UNRWA a souligné, par ailleurs, que toute entrée dans ses locaux sans autorisation préalable constitue une violation directe de la Convention sur les privilèges et immunités de l'ONU.

L'OCI CONDAMNE LES CRIMES PERPÉTRÉS PAR DES COLONS SIONISTES EN PALESTINE OCCUPÉE

Le secrétariat général de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) a condamné "avec la plus grande fermeté" la poursuite des crimes et des actes de terrorisme perpétrés par des colons sionistes dans les territoires palestiniens occupés, notamment l'incendie de deux mosquées dans la localité de Qusra, au sud de Naplouse, et dans le village de Kafr (Kor) au sud de Tulkarem.

Dans un communiqué publié dimanche soir, l'organisation a affirmé que ces crimes s'inscrivent dans le cadre d'"une vaste offensive coloniale et agressive" menée contre les civils palestiniens avec la participation et la protection des forces d'occupation sionistes, touchant l'ensemble des terri-

toires palestiniens occupés en Cisjordanie et dans la bande de Ghaza, y compris Al-Qods.

L'OCI a mis en garde contre le fait que "le ciblage des mosquées et les atteintes aux lieux saints constituent une violation grave du caractère sacré des lieux de culte, de la liberté de religion et de croyance, ainsi que des valeurs humaines et des principes garantissant la protection des lieux saints".

A cet égard, le Secrétariat général a appelé la communauté internationale et l'ensemble des institutions concernées à "condamner ces crimes odieux" et à "agir pour prendre toutes les mesures dissuasives nécessaires afin de mettre fin à cette série d'actes criminels visant le peuple palestinien, y compris la reddition de comptes et les poursuites juridiques et législatives contre les entités coloniales et toutes les institutions liées à l'occupation".

LES FORCES D'OCCUPATION ARRÊTENT SEPT CITOYENS DE TULKAREM

Les forces d'occupation israéliennes ont arrêté, mardi matin, sept citoyens de la ville de Tulkarem et de ses environs.

Des sources locales ont indiqué que les forces d'occupation ont arrêté Adham Abou Khadija, Amjad Pahmaoui de 31 ans de la ville, Sahoib Imad Sarhan et Asid Abou Hadid de la banlieue de Shoiwika, et Abdi Fayes Al-Tanib de 37 ans de sa maison dans la banlieue d'Artah au sud de Tulkarem.

Les sources ont ajouté que les forces d'occupation ont

arrêté les jeunes hommes Qassam Attir et Mohammed Amer après avoir perquisitionné leur maison dans la ville de Pharaon, au sud de Tulkarem.

Les sources ont ajouté que les forces d'occupation ont arrêté les jeunes hommes Qassam Attir et Mohammed Amer après avoir perquisitionné leur maison dans la ville de Faraon, au sud de Tulkarem.

DEUX BLESSÉS PAR LES BALLES DE L'OCCUPATION DANS LA VILLE DE DEIR AL-BALAH

Aujourd'hui mardi, deux citoyens ont été blessés par les balles des forces d'occupation israéliennes à l'est de la ville de Deir al-Balah, dans le centre de la bande de Gaza.

Neuf Palestiniens ont été blessés mardi, lors d'un bombardement aérien israélien visant un rassemblement de civils près du marché de Balata, dans le camp de réfugiés de Nuseirat, au centre de la bande de Gaza.

Le complexe médical Al-Awda de Nuseirat a indiqué que neuf personnes avaient été admises à l'hôpital à la suite du bombardement, mais aucune information n'était disponible dans l'immédiat concernant la nature de leurs blessures ou leur état de santé.

Aujourd'hui, des sources médicales ont annoncé que le bilan de l'agression de l'occupation israélienne contre la bande de Gaza s'est alourdi à 73 333 martyrs et 174 023 blessés depuis le 7 octobre 2023.

REPRENDRE UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE APRÈS UNE PÉRIODE DE SÉDENTARITÉ

Les bons réflexes

Fatigue, maladie, télétravail... Après une pause prolongée, il n'est jamais évident de remettre son corps en mouvement. Pourtant, une reprise douce et bien pensée peut rapidement améliorer le bien-être physique et mental. Deux experts, David Costa, coach sportif expert en musculation et en alimentation, et Élodie Jouin-Lévy, neuroscientifique et Coach en Psychologie Positive, livrent leurs conseils pour franchir ce cap avec motivation et bienveillance.

Beaucoup de personnes commettent l'erreur de vouloir retrouver rapidement leur niveau antérieur. « Le plus important est d'opter pour une reprise progressive en se détachant du niveau auquel nous avons cessé notre activité », souligne David Costa, qui propose des coachings personnalisés. « Il est fondamental de reconstruire des bases solides avec des exercices, des répétitions, des durées d'efforts et des charges accessibles afin de permettre au corps de s'habituer à nouveau à la contrainte que représente l'exercice physique. » Le corps, par nature,



s'adapte. Encore faut-il lui laisser le temps. « Il saura faire face à cette nouvelle contrainte et pourra ensuite progresser grâce à la récupération, au fur et à mesure des semaines. »

Apprivoiser les résistances mentales

Mais si le corps est prêt à redémarrer, l'esprit, lui, peut parfois freiner. « Le cerveau aime les routines. Il préfère rester dans ce qu'il connaît, même si ce n'est pas bon pour nous. Sortir de ses habitudes coûte de l'énergie », explique Élodie Jouin-Lévy. Ce réflexe de conservation est inscrit dans notre fonctionnement cérébral : à force de répétition, des automatismes se créent dans les ganglions de la base, renforçant la sédentarité. « Mais ce n'est pas irréversible. Ce n'est pas impossible de changer, au contraire. Il faut juste apprendre à contourner cette inertie, petit à petit. »

Fixer un cap motivant

Reprendre le sport suppose aussi de savoir pourquoi on le fait. « Définir un objectif personnel, mesurable et réaliste est essentiel », insiste Élodie Jouin-Lévy. Elle recommande

la méthode SMART, qui permet de fixer des repères concrets et motivants. David Costa abonde : « Il faut relier l'activité physique à un sens plus large, une volonté d'être en meilleure forme, d'avoir plus d'énergie ou de se sentir bien dans son corps. L'objectif doit créer de l'envie. »

Adapter les exercices à son niveau

Plutôt que de viser trop haut, mieux vaut y aller pas à pas. « Le plus important quand on reprend une activité physique après une période de sédentarité est d'opter pour une reprise progressive en se détachant du niveau auquel nous avons cessé notre activité », souligne David Costa, qui recommande de mixer cardio et renforcement musculaire pour retrouver une bonne condition générale. Il insiste également sur la nécessité de construire un programme adapté à son profil pour progresser sans se décourager. Élodie Jouin-Lévy suggère de tenir un carnet de bord pour garder la motivation : « Noter ses sensations après chaque séance – fatigue, plaisir, fierté – permet de nourrir la dynamique. » Elle rappelle que

« le mouvement appelle le mouvement » : plus on entretient cette énergie, plus elle devient naturelle.

Créer une routine qui dure

L'enthousiasme des premières semaines peut vite laisser place à l'essoufflement. D'où l'importance d'un programme sur-mesure. « Le levier le plus sous-estimé, c'est l'adhérence à un programme réellement adapté à sa condition physique, rappelle David Costa. Il est très facile d'être motivé au départ, c'est le cas pour un très grand nombre de personnes, mais si le programme ne convient pas très vite, la motivation va être en berne à cause des difficultés que causera ce programme mal adapté. » Pour Élodie Jouin-Lévy, il faut créer une nouvelle habitude : « Même une courte séance entretient la dynamique. Il faut ancrer cette habitude comme une évidence, comme se brosser les dents. » Elle souligne aussi le rôle du cerveau dans ce processus : « Quand on reprend le sport, notre cerveau entre lui aussi en entraînement grâce à un phénomène appelé neuroplasticité. Au début, l'effort peut sembler difficile ou

peu naturel : c'est normal, le cerveau apprend une nouvelle routine. Avec la répétition, ces connexions deviennent plus solides, et le geste devient plus automatique ». Il faut entre 21 et 66 jours pour qu'un comportement devienne une habitude. Plus on persévère, plus le cerveau « ancre » cette routine dans son fonctionnement quotidien. « Il nous récompense alors lorsqu'on s'y tient ».

Déjouer les croyances limitantes

Le redémarrage sportif est souvent l'occasion de se heurter à des pensées automatiques. « Il y a souvent des biais cognitifs : la peur de ne pas y arriver, des croyances limitantes comme "je suis trop vieux", "ce n'est pas pour moi" », observe Élodie Jouin-Lévy. Ces pensées, issues d'anciennes expériences ou de jugements extérieurs, peuvent ralentir la progression. David Costa complète : « Certaines personnes se comparent à ce qu'elles faisaient il y a dix ans. Or, le plus important, c'est ce que vous pouvez faire maintenant, pas avant. »

Retrouver confiance en soi... et en son corps

L'activité physique ne transforme pas que le corps : elle agit aussi sur la perception de soi. « Le sport libère des hormones du bien-être, comme les endorphines. C'est un levier puissant pour retrouver confiance, estime et énergie », rappelle Élodie Jouin-Lévy. Un cercle vertueux se met en place : plus on bouge, mieux on se sent, et plus on a envie de bouger. David Costa confirme : « En reprenant une activité physique, on réalise que l'on peut à nouveau progresser, dépasser des peurs ou des limites. Ce sentiment de contrôle retrouvé est très valorisant. »

Enfin, les deux experts insistent : inutile de viser la perfection. Mieux vaut avancer, même lentement. « Chaque séance compte, même les plus courtes, conclut Élodie Jouin-Lévy. Ce qui fait la différence, c'est la régularité, pas la performance. »

Faut-il choisir le sport ou le régime pour maigrir ?

Perdre du poids ne se résume pas à manger moins. Dans une interview accordée à RTL, le Dr Émilie Steinbach, autrice du livre *Votre santé optimisée*, défend une stratégie durable : muscler son corps pour brûler davantage de calories. Elle alerte sur les effets délétères des régimes restrictifs et réhabilite la musculation comme levier de santé globale et de longévité.

Régime ou musculation : deux approches opposées

Alors que les régimes hypocaloriques visent une perte rapide de poids, ils s'attaquent souvent aux muscles en

plus de la graisse. Cette perte musculaire réduit la dépense énergétique au repos et fragilise le métabolisme. À l'inverse, « le muscle est un organe extrêmement énergivore », rappelle le Dr Steinbach. Se muscler permet donc de brûler plus de calories, même sans bouger. Or, la masse musculaire commence à décliner dès 30 ans, s'accroissant après 60 ans ou à la périménopause. C'est pourquoi muscler son corps devient une priorité santé avec l'âge.

Muscler son corps, un investissement santé sur le long terme

La musculation agit comme un

moteur : plus il est puissant, plus il consomme d'énergie. Le Dr Steinbach insiste : « Se muscler est la meilleure façon de contrôler son poids. » Contrairement aux régimes, qui affaiblissent le corps et augmentent la sensation de faim, le renforcement musculaire améliore la composition corporelle sans frustration. C'est aussi un excellent prédicteur de longévité, influençant positivement chaque aspect de la santé, de la densité osseuse à la glycémie.

Conseils pratiques pour un renforcement efficace

Pour que le renforcement muscu-

laire soit réellement bénéfique, quelques principes sont à respecter :

Deux séances par semaine minimum. Viser tous les groupes musculaires (et pas uniquement les abdos-fessiers). Atteindre l'échec musculaire entre 8 et 12 répétitions pour chaque exercice.

Répéter chaque exercice 3 fois, avec 6 mouvements par séance.

Faire en sorte que la séance reste un vrai défi

Le Dr Steinbach précise aussi qu'il est « extrêmement difficile pour une femme de devenir trop musclée », rassurant celles qui redoutent une silhouette trop massive.



Selection du jour

TF1

20h10

La très très grande classe

Avec Melha Bedia, Nissim Renard, Matteo Salamone, Audrey Fleurot, François Berléand, Arié Elmaleh, Vincent Lecuyer, Tiguidanke Diallo, Kenza Benbouchta, Jacqueline Corado, Abel Aboualiten, Timothée Coetsier, Quentin Minon, Amine Hamidou, Xing Xing Cheng
Pour son dernier jour de classe avant sa mutation à Barcelone, le poste de ses rêves, Sofia, prof de français dans un lycée à problèmes, se lâche et dit à ses élèves tout ce qu'elle pense vraiment d'eux. C'est alors que son directeur lui apprend que sa mutation a été annulée en raison de la candidature de dernière minute de madame Delahaye, dont le CV idéal ne semble laisser aucune chance à Sofia. La revoilà obligée de faire cours aux mêmes élèves qu'elle avait copieusement insultés.



5
20h05

Nus & culottés

Réalisateur : Nans Thomassey, Guillaume Mouton, Charlène Gravel

Nans et Mouts débutent leur nouvelle aventure sur une petite île au large de Cannes, en Méditerranée, avec un rêve aussi fou qu'inattendu : traverser la France et organiser un concert en montgolfière survolant le Mont-Saint-Michel. Comme toujours, ils partent sans argent, sans vêtements et sans équipe technique, comptant uniquement sur la générosité et la solidarité des personnes rencontrées en chemin pour avancer dans leur voyage. Pour réaliser leur rêve, ils devront parcourir plus de 1000 kilomètres à travers la France, se loger et se nourrir, rencontrer un pilote de montgolfière, une personne assez farfelue pour élever sa voix dans le ciel, au-dessus du Mont-Saint-Michel...



france
2

20h10

Code rouge



Avec Richard Armitage, Jing Lusi, Jemma Moore, Lesley Sharp, Dan Li, Thomas Chuanhing, Cash Holland, Xiangyi Tan, Tai Yin Chan, Daphne Cheung, Zoe Telford, Ken Bradshaw, Mido Hamada, Aidan Cheng, Brian Law

Alors qu'il vient à peine de poser le pied à l'aéroport de Londres Heathrow, le docteur Matthew Nolan est immédiatement arrêté et menotté. De retour d'une conférence médicale à Pékin, il reste stupéfait, tentant de comprendre les raisons de cette interpellation soudaine. Il découvre alors avec stupeur qu'il est accusé d'avoir causé la mort d'une jeune Chinoise

france
3

20h10

Secrets d'Histoire

Présenté par : Stéphane Bern

Dans ce numéro inédit de «Secrets d'Histoire», Stéphane Bern nous propose une émission exceptionnelle sur Robin des Bois, le célèbre prince des voleurs. Ce panache, mêlé d'insolence, est la caractéristique de ce héros généreux et résistant dont la seule morale est de «voler les riches pour donner aux pauvres». Mais Robin des Bois a-t-il réellement existé ? Cette histoire que l'on nous raconte depuis toujours est-elle une figure héroïque de la littérature ? Robin des Bois n'est-il que le fruit de fantasmes populaires au coeur d'une Angleterre appauvrie et soumise aux diktats de l'affreux roi Jean sans Terre ? Ou n'est-il alors qu'un simple archer assoiffé de justice ?



6

20h10

J'en connais un rayon

Présenté par : Julien Courbet

Ce jeu met cinquante candidats à l'épreuve dans des situations inspirées du quotidien. Face à des scénarios que chacun peut vivre en tant que consommateur, les joueurs devront faire preuve de flair, de bon sens et d'astuce pour faire les bons choix lors de leurs achats. Julien Courbet, entouré d'Olivier Dauvers, expert de la grande distribution, et d'Anne-Claire Moser, avocate, présente ce divertissement aussi amusant qu'instructif, qui promet de vous divertir tout en vous aidant à devenir un consommateur plus averti. Parmi les candidats, trois personnalités se prêtent également au jeu : Élodie Gossuin, Gwendal Marimoutou et Caroline Margeridon participent à l'émission au profit d'associations.



W9

20h25

Enquête d'action

Présenté par : Marie-Ange Casalta

Paris, 3 heures du matin. Les flammes ravagent la toiture de la mairie du XIIe arrondissement, un bâtiment historique construit en 1876. Alors que le beffroi menace de s'effondrer, et avec lui une partie de l'édifice, le capitaine Jérôme Laurent et son équipe doivent prendre tous les risques pour sauver le patrimoine qu'il abrite, mais aussi toutes les archives municipales. Avec plus de 1300 sorties par jour, les 8000 hommes et femmes de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris ont laissé les caméras d'«Enquête d'action» entrer dans leur quotidien, fait de montées d'adrénalines et de moments de doutes, de drames et de victoires.

LE MAGHREB
Le Quotidien de l'Économie

Édité par la SARL
Maghreb Presse
Édition
au capital
De 5.200.000 DA
Compte bancaire :
00100625030030024926
BNA agence Kouba

Directeur de la Publication
Salah Lakoues
Direction de la Rédaction
Administration
BP 545,
Maison de la presse Safir Abdelkader
Kouba - Alger
Tél Adm : 023 70 94 94
Tél Réd : 023 70 94 61
Fax Pub : 023 70 94 58
Fax Réd : 023 70 94 09

Site internet :
www.lemaghreb.dz
e-mail:
maghrebjournal@yahoo.fr

Impression
SIA Alger
EPE - SPA Imprimerie "Centre"
Siège social : Zone Industrielle
El-Alia Bab-Ezzouar - Alger
Diffusion
Centre : MPE
Est : MPE

« Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale de
communication, d'Édition et de
Publicité »
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur -
Alger.
Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45
020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

*Les manuscrits,
photographies ou tout
autre document et
illustrations adressés ou
remis à la rédaction ne
seront pas rendus et ne
peuvent faire l'objet
d'aucune réclamation.*

5,6 LE COÛT économique de la sécheresse qui touche actuellement la France devrait dépasser celui enregistré en 2022, estimé à 5,6 milliards d'euros.

INVESTISSEMENTS CHINOIS EN AFRIQUE

Entre coopération "gagnant-gagnant" et nouvelle architecture économique

L'Afrique est devenue l'un des terrains prioritaires de la politique d'investissement et de coopération internationale de la Chine. Pékin présente son engagement sur le continent comme un partenariat de développement fondé sur le principe "gagnant-gagnant", l'industrialisation locale et le respect de la souveraineté des États. Une vision que la Chine oppose frontalement au récit occidental d'une "course à l'hégémonie". La Chine rejette régulièrement l'idée que sa présence à l'étranger relèverait d'une stratégie de domination. Hier, réagissant à des informations faisant état d'un projet américain visant à consacrer des centaines de millions de dollars pour contrer l'influence chinoise en Amérique latine, en Afrique et en Asie, le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, Lin Jian, a rappelé la position de Pékin. « La coopération de la Chine avec les pays et régions concernés, en particulier avec les autres pays en développement, ne vise ni à courtiser qui que ce soit ni à rivaliser avec qui que ce soit, mais à promouvoir la paix et la prospérité mondiales, l'ordre international et une communauté de destin partagé pour l'humanité », a-t-il déclaré.

Pour la Chine, il s'agit de défendre une approche multilatérale et non exclusive. Lin Jian s'est opposé à la « formation de groupements exclusifs » et a plaidé pour une coopération internationale qui ne vise aucun pays tiers. Cette rhétorique s'inscrit dans la défense plus large par Pékin du multilatéralisme et de la transparence dans les transactions économiques internationales.

LE PARI DE L'INDUSTRIALISATION POUR SORTIR DU SIMPLE ÉCHANGE DE MATIÈRES PREMIÈRES

La spécificité du modèle chinois en Afrique, selon Pékin, réside dans son orientation vers la construction de bases industrielles intégrées. Contrairement à une logique qui consisterait à se contenter d'acheter des matières premières pour les transformer ailleurs, la Chine affirme investir dans des chaînes de valeur locales. Cette approche répond directement à une demande centrale des pays du Sud : transformer sur place les ressources naturelles afin

de créer de l'emploi, du savoir-faire et de la valeur ajoutée. Usines, zones économiques spéciales, parcs industriels, infrastructures de transport et d'énergie : l'investissement chinois se veut structurant et non uniquement extractif. L'objectif affiché est de contribuer à la diversification des économies africaines et de réduire leur dépendance aux exportations de produits bruts. C'est dans ce cadre que les entreprises chinoises participent à des projets dans les secteurs des matériaux de construction, de l'agroalimentaire, du textile, de la chimie et de la fabrication d'équipements.

INFRASTRUCTURES ET CONNECTIVITÉ

Le volet infrastructurel reste le plus visible. Routes, ports, chemins de fer, centrales électriques et télécommunications forment l'ossature de cette coopération. La Chine défend également son rôle dans les réseaux numériques mondiaux. Interrogé sur les préoccupations américaines concernant la participation de Pékin à des projets de câbles sous-marins à fibre optique dans les Amériques et le Pacifique, Lin Jian a qualifié ces infrastructures de "civiles essentielles" qui soutiennent la connectivité mondiale à Internet et profitent aux populations du monde entier. « Politiser cette question et la transformer en enjeu de sécurité ne fera que perturber les règles normales du marché international, menacer la connectivité numérique mondiale et la cybersécurité, et ne servira les intérêts de personne », a-t-il prévenu. La Chine dit soutenir la coopération internationale dans les projets de câbles sous-marins sur la base des principes d'« équité, de justice, d'égalité et d'inclusion » et se dit prête à travailler avec d'autres pays pour faire progresser la construction et la protection de ces infrastructures mondiales de l'information. En Afrique, cela se traduit par des investissements dans la dorsale numérique, les data centers et la 5G, présentés comme des leviers pour l'économie digitale du continent.

LES CRITIQUES OCCIDENTALES ET LA RÉPONSE CHINOISE

Face à cet activisme, les pays occidentaux dénoncent une forme de "diplomatie du piège



de la dette" et une volonté d'accroître l'influence géopolitique de Pékin. La Chine balaie ces accusations et renvoie à la nature "transparente" de ses contrats et à la souveraineté des États africains pour choisir leurs partenaires.

Pékin insiste sur trois points notamment, la non-ingérence, la coopération ne s'accompagne pas de conditionnalités politiques. Ainsi le bénéfice mutuel sur les projets doivent créer des emplois locaux et transférer des technologies.

Développement inclusif : l'investissement doit s'inscrire dans les plans nationaux de développement. Pour la Chine, l'Afrique n'est pas un simple réservoir de ressources mais un partenaire à part entière dans la construction d'un ordre mondial multipolaire.

ENJEUX ET PERSPECTIVES POUR L'AFRIQUE

Pour les pays africains, l'arrivée massive des capitaux chinois a permis de combler un déficit d'infrastructures évalué à des centaines de milliards de dollars. Elle a aussi ouvert de nouveaux débouchés commerciaux et technologiques. Le défi reste cependant de maximiser les retombées locales : contenu local, transfert de compétences, intégration des PME africaines dans les chaînes d'approvisionnement chinoises et respect des normes environnementales et sociales.

La demande des gouvernements africains est claire : passer d'une relation commerciale à un véritable partenariat industriel. C'est sur ce terrain que la Chine veut se différencier, en

mettant en avant des projets d'usines et de transformation locale plutôt que de simples contrats d'achat de matières premières.

UNE COMPÉTITION MONDIALE QUI SE JOUE AUSSI EN AFRIQUE

L'offensive américaine annoncée pour contrer l'influence chinoise montre à quel point le continent est devenu central dans la rivalité entre grandes puissances. Washington, l'Union européenne et d'autres acteurs proposent à leur tour des plans d'investissement et d'infrastructures.

Dans ce contexte, la Chine continue de marteler son message : son modèle n'est pas celui de la compétition géopolitique mais celui de la coopération Sud-Sud. Elle met en avant sa propre expérience de développement rapide et propose de la partager.

Reste que l'avenir des investissements chinois en Afrique dépendra de leur capacité à s'adapter aux priorités africaines : industrialisation, création d'emplois, souveraineté alimentaire et énergétique, et intégration régionale à travers la ZLECAF.

De Pékin à Addis-Abeba, de Dakar à Nairobi, la relation sino-africaine est entrée dans une nouvelle phase. Moins centrée sur les grands chantiers d'infrastructures seuls, davantage tournée vers l'industrie, le numérique et la formation. Une évolution que la Chine présente comme la preuve que sa coopération n'est pas une stratégie d'hégémonie, mais un pari sur un développement partagé.

R.I.

Post scriptum

PAR : SALAH LAKOUES

La fin d'une certitude stratégique. Au cœur des tensions persistantes au Moyen-Orient, la question palestinienne demeure la matrice des crises qui traversent la région depuis des décennies. Tant que le peuple palestinien ne verra pas ses droits nationaux pleinement reconnus, aucune architecture de sécurité ne pourra garantir une paix durable. Les guerres successives, les cycles de représailles, les rivalités entre puissances régionales et les interventions des acteurs extérieurs trouvent, directement ou indirectement, leur origine dans cette plaie ouverte.

Les accords temporaires, les cessez-le-feu négociés dans l'urgence et les équilibres militaires imposés par la force ne peuvent produire qu'une stabilité fragile tant que demeure irrésolue la question palestinienne.

Le Moyen-Orient ne manque pas seulement de mécanismes de sécurité ; il souffre avant tout de l'absence d'un règlement politique capable de traiter les causes profondes des tensions.

C'est dans ce contexte que le bombardement israélien de Doha - les frappes aériennes israéliennes sur Doha ont eu lieu le mardi 9 septembre 2025 - constitue bien plus qu'un épisode militaire. Il représente une rupture psychologique et stratégique pour les monarchies du Golfe. Pendant plusieurs décennies, leur sécurité reposait sur une équation simple : l'alliance avec les États-Unis garantissait une protection quasi absolue contre les menaces extérieures. Cette certitude vient d'être profondément ébranlée.

Doha révèle une nouvelle réalité : le parapluie américain reste puissant, mais il n'est plus perçu comme une garantie automatique. Les États du Golfe découvrent qu'ils peuvent être entraînés dans des confrontations qu'ils ne contrôlent pas, notamment lorsque les rivalités entre Israël, l'Iran et Washington franchissent le seuil de la confrontation directe.

Le Golfe après Doha : les appels d'Abbas Araghchi sonnent la fin des illusions sécuritaires et ouvrent l'ère des équilibres instables

LE CHOC DE DOHA ET LA REMISE EN QUESTION DU PARAPLUIE AMÉRICAIN
L'attaque contre Doha - les frappes aériennes israéliennes sur Doha ont eu lieu le mardi 9 septembre 2025 - a eu un impact particulier parce qu'elle a touché un État qui n'est ni un belligérant direct ni un acteur marginal. Le Qatar est un partenaire stratégique des États-Unis, un médiateur reconnu et un acteur diplomatique central dans la région. Le fait qu'une opération israélienne ait pu viser son territoire a renforcé un doute déjà présent dans plusieurs capitales arabes : l'alliance avec Washington protège-t-elle réellement contre toutes les crises, ou expose-t-elle aussi à devenir une cible dans les affrontements des autres ? Cette interrogation ne signifie pas un rejet des États-Unis. Les monarchies du Golfe restent liées à Washington par des intérêts militaires, économiques et énergétiques majeurs. Mais elles cherchent désormais à diversifier leurs marges de manœuvre, à renforcer leurs canaux diplomatiques et à réduire une dépendance exclusive à un seul protecteur.

Le véritable changement n'est donc pas un basculement d'alliance, mais une recherche d'autonomie stratégique.

ABBAS ARAGHCHI ET LA RECHERCHE D'UN NOUVEL ÉQUILIBRE RÉGIONAL
Dans cette recomposition, les initiatives diplomatiques d'Abbas Araghchi prennent une importance particulière. Les appels du ministre iranien des Affaires étrangères à renforcer la coopération avec Oman et l'Arabie saoudite traduisent une volonté de présenter l'Iran non seulement comme une puissance militaire capable de résister aux pressions, mais comme un acteur incontournable de la stabilité régionale. L'accord irano-saoudien de 2023 avait déjà ouvert cette voie. Il n'avait pas supprimé la rivalité entre Riyad et Téhéran, mais il avait créé un cadre de gestion du désaccord. L'Arabie saoudite

cherche avant tout la stabilité nécessaire à son développement économique et à ses transformations internes. L'Iran cherche, quant à lui, à obtenir une reconnaissance de son rôle régional.

Mais cette reconnaissance ne pourra être durable que si Téhéran parvient à rassurer ses voisins. Les États du Golfe ne recherchent pas un Iran vainqueur imposant son influence ; ils recherchent un Iran prévisible, capable de contribuer à un équilibre régional. Pour devenir une puissance de sécurité et non seulement une puissance de pression, l'Iran devra démontrer que son influence peut s'accompagner de garanties de confiance.

ORMUZ : LE LABORATOIRE D'UNE NOUVELLE SÉCURITÉ RÉGIONALE

Le détroit d'Ormuz concentre aujourd'hui toutes les contradictions du nouvel ordre régional. Passage stratégique pour une grande partie des exportations énergétiques mondiales, il est devenu le symbole de la vulnérabilité du Golfe.

La proposition omanaise visant à créer un mécanisme régional de gestion du détroit constitue une évolution majeure.

Elle repose sur l'idée que la sécurité maritime ne peut plus dépendre uniquement de la confrontation entre grandes puissances, mais doit intégrer les États directement concernés.

L'objectif serait de garantir la liberté de navigation, de financer les mécanismes de sécurité maritime et de créer un cadre accepté par les différents acteurs riverains, sans permettre à un seul État d'exercer un contrôle exclusif sur cette voie stratégique.

Cette initiative rejoint les discussions entre Abbas Araghchi et les responsables omanais ainsi que les préoccupations exprimées par les ministres des Affaires étrangères du Conseil de coopération du Golfe. Les monarchies arabes insistent désormais sur la nécessité de protéger les droits de passage, la fluidité du commerce maritime et la stabilité

régionale par des moyens diplomatiques. Cette évolution est significative : les États du Golfe ne cherchent plus seulement la protection d'une puissance extérieure. Ils tentent progressivement de participer eux-mêmes à la définition de l'ordre sécuritaire régional.

VERS UNE MULTIPOLARITÉ CONFLICTUELLE

Le Moyen-Orient entre ainsi dans une nouvelle phase. Les États-Unis restent une puissance incontournable, mais leur capacité à imposer seuls un ordre régional est davantage contestée. L'Iran veut être reconnu comme une puissance majeure, mais doit convaincre ses voisins qu'il peut être un facteur de stabilité. Israël conserve une capacité considérable d'influence et de perturbation, mais doit composer avec les limites de l'option militaire.

Les monarchies du Golfe, quant à elles, cherchent une voie intermédiaire : maintenir leurs partenariats occidentaux tout en développant des mécanismes de dialogue avec leurs voisins. L'ordre qui se dessine n'est ni celui d'une domination américaine exclusive, ni celui d'un basculement vers un camp iranien. Il ressemble davantage à une multipolarité conflictuelle, où aucun acteur ne peut imposer seul ses règles, mais où chacun possède les moyens d'empêcher les autres de stabiliser durablement la région.

Doha, Ormuz, Téhéran, Riyad et Washington appartiennent désormais au même système de vulnérabilités croisées. La sécurité du Golfe ne sera plus définie uniquement par la puissance militaire, mais par la capacité des acteurs à construire des mécanismes de coexistence.

Après Doha, les illusions sécuritaires s'effacent. Une nouvelle époque commence : celle des équilibres instables, où la diplomatie permanente devient la seule alternative à une confrontation sans fin.

S. L.